

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

Du Droit de Suite du Gibier

ou du passage des chiens courants
sur le terrain d'autrui

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT
(Sciences Juridiques)

PAR

JEAN PASSAQUAY



Imprimerie de Trévoux

G. PATISSIER

1927

DU DROIT DE SUITE DU GIBIER
OU
DU PASSAGE DES CHIENS COURANTS
SUR LE TERRAIN D'AUTRUI



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553408_0028

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

Du Droit de Suite du Gibier

ou du passage des chiens courants
sur le terrain d'autrui

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Juridiques)

PAR

JEAN PASSAQUAY



Imprimerie de Trévoux

G. PATISSIER

1927

UNIVERSITE DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEURS

MM.

APPLETON (Charles),   I., professeur honoraire, Correspondant de l'Institut.

GARRAUD (René),   I.,  I., professeur honoraire, Correspondant de l'Institut.

JOSSERAND,   I., doyen, professeur de Droit civil.

PIC (Paul),  O.,  I., professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), O,   I.,  I., professeur de Droit administratif.

LAMBERT,   I., professeur de Droit comparé.

BOUVIER,  I., professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE,  I., professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.

LÉVY,   I., professeur de Droit civil.

GONNARD,   I., professeur d'Economie politique.

ANTONELLI,   I., professeur d'Histoire des doctrines économiques.

PERROUD,   I., professeur de Procédure civile.

COHENDY (Georges),  A., professeur de Droit commercial général.

GARRAUD (Pierre),   A., professeur de Droit criminel.

ROUBIER,  A., professeur de Droit romain.

HOFFHER, chargé de cours de Sciences Economiques.

LAMBERT (Jacques), Agrégé, chargé de cours d'Histoire du Droit.

BOYER, Agrégé, chargé de cours de Pandectes et de Droit Romain.

PHILIP, Agrégé, chargé de cours de Science financière et de Législation Française des finances.

MOREL, chargé de cours de Droit romain.

GALLAND,   I., chargé de cours de Droit civil (capacité)

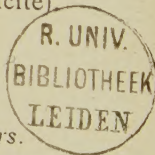
BECQ, I., secrétaire.

MEMBRES DU JURY

M. GARRAUD, Professeur, *Président*.

MM. LAMEIRE et ROUBIER, Professeurs, *Assesseurs*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs;



A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MES PARENTS

A MES AMIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

A MES PROFESSEURS

INTRODUCTION

« La chasse, comme la guerre,
a son art et sa jurisprudence »

(Buffon, Histoire Naturelle: Le Cerf)

Parmi les conflits si nombreux et si violents que soulève le droit de chasse, il en est un particulièrement délicat, celui du droit de suite : le droit, qu'aurait un chasseur, de suivre avec ses chiens, sur l'héritage d'autrui, la bête lancée sur son propre fonds, et d'y continuer la chasse jusqu'à la capture de l'animal.

Conflit d'autant plus fréquent aujourd'hui, que le morcellement de la propriété s'est singulièrement accru au cours du 19^e siècle, et que le nombre des chasseurs est devenu plus considérable (1).

Avant d'en aborder l'étude, nous mettons en garde contre la confusion que l'on pourrait être tenté d'établir entre le droit de chasse et le droit de suite, d'une part, et le droit du chasseur sur le gibier, d'autre part : le droit de chasse et le droit de suite sont du ressort du droit pénal ; le droit au gibier, du droit civil.

(1) Le nombre des chasseurs a passé de 10.000 en 1844, à 75.967 en 1854, à 436.111 en 1899 (Journal officiel du 20 août 1900), à 1.000.000 en 1922, à 1.547.822 en 1924.

Cette distinction est essentielle à faire au début de ce travail, consacré au droit de suite exclusivement, bien qu'il nous sera souvent indispensable de faire appel à la notion de droit au gibier.

Si l'on parcourt les recueils de jurisprudence, on est frappé de l'étonnante vitalité avec laquelle s'est maintenue au cours des siècles, du 19^e en particulier, la question du droit de suite.

Il nous arrivera de faire des citations étendues, et, pour une meilleure compréhension, de donner des éclaircissements sur certaines expressions ou termes propres aux chasseurs : il y a un langage de la chasse, comme il y a un langage juridique.

Si nous nous adressons à des juristes qui ne sont pas chasseurs, nous nous adressons aussi à des chasseurs qui ne sont pas juristes.

Mais, nous écrivons surtout pour ces derniers, qui, s'ils attachent à notre sujet un puissant intérêt, n'en tranchent pas moins un peu à la légère, des problèmes auxquels ils ne sont guère préparés.

Ils auraient tort de nous en vouloir, quand nous disons qu'en droit ils s'égarent, car, nous avouons, pour notre part, que les solutions qu'ils donnent aux diverses difficultés qui se présentent, sont parfois plus conformes à la raison, à l'équité, aux convenances et au savoir-vivre, que celles données par la justice.

Combien de chasseurs ne s'alarment-ils pas, à la pensée du braconnier (2) qui peut impunément empor-

(2) *braconnier* « Le braconnier est celui qui se livre à la chasse, sans en avoir le droit, et l'on peut dire qu'aujourd'hui en France, il n'y a plus de chasseurs, mais seulement des braconniers. » (Journal de l'agriculture pratique janvier 1843 : définition donnée par Mathieu de Dombasle).

ter, à titre de véritable propriétaire, la pièce de gibier qu'il vient de tuer sur un terrain réservé ?

De même, n'est-il pas possible, dans certains cas, de tirer le gibier devant les chiens d'autrui ?

C'est qu'ils ignorent l'essence même du droit de chasse ; ils méconnaissent notamment la nature juridique du gibier, d'où découlent cependant toutes les règles établies par notre législation cynégétique et les tribunaux.

Nous serons donc heureux, si nous apportons quelque clarté sur un sujet qui a passionné juristes et chasseurs, depuis les temps les plus anciens.

Nous nous efforcerons d'abord, de tracer l'histoire du droit de suite : le passé éclaire le présent.

Un rayon de lumière sur son développement à travers les âges permettra d'en mieux comprendre la nature dans notre droit contemporain.

Puis, nous examinerons la question du droit de suite, telle qu'elle se pose de nos jours, avec les nombreuses difficultés qu'elle soulève.

Nous serons ainsi conduit à en faire l'exposé dans diverses législations étrangères.

PREMIÈRE PARTIE

Du droit de suite
avant la loi du 3 mai 1844

CHAPITRE I

Où l'on rencontre les premières traces du droit de suite.

L'histoire du droit de suite est intimement liée à l'histoire de la chasse.

La chasse a les plus hautes origines : Les premiers hommes la pratiquèrent pour subvenir à leurs besoins matériels, pour lutter contre les bêtes sauvages.

En un mot, elle servit à assurer leur existence.

Mais, les progrès de la civilisation aidant, la chasse, de nécessité qu'elle fut tout d'abord, devint bien vite un plaisir (1) : c'est ainsi que les Romains, les Egyptiens, les Perses goûtèrent son noble exercice avec art et honneur.

Chez les Francs, la chasse était libre et ne donnait lieu à aucune restriction ; elle était considérée comme

(1) Au XVIII^e siècle, Buffon écrivait : « C'est l'école agréable d'un art nécessaire ; c'est encore le seul amusement qui fasse diversion entière aux affaires, le seul délassement sans mollesse, le seul qui donne un plaisir vif sans langueur, sans mélange et sans satiété. » (Buffon : Histoire Naturelle, annotée par M. Flourens, tome II, p. 509.)

un droit naturel, comme un attribut du droit de propriété, d'après lequel chacun pouvait chasser sur ses terres.

Il en fut ainsi jusqu'à la fin de l'époque carlovingienne.

Mais, bien qu'elle fût permise à tous sans distinction et dominée par le principe d'une liberté et d'une tolérance très larges, les contestations entre chasseurs ne tardèrent pas à naître.

L'une des plus graves assurément, qui se soit élevée et resta pendant longtemps la source de discussions sans nombre, est bien celle relative au droit de suite :

Le chasseur avait-il la faculté de poursuivre le gibier au-delà des frontières de sa propriété ?

Tel fut le problème aux premières heures de son histoire.

On en rencontre des traces indiscutables dans la loi salique, qui, dans son chapitre XXXV « de Venatoribus » (des Chasseurs), édicte toute une série de pénalités.

On y lit notamment :

« Si quis cervum., quem alterius canes moverunt
« aut lassaverunt, occiderit et furaverit, DC den. qui
« faciunt XXVIII sol., culpabilis judicetur. »

« Celui qui aura tué et volé le cerf que les chiens
« d'un autre auront lancé et forcé, sera condamné à
« payer 600 deniers qui font 28 sous. »

« Si quis aprum lassum quem alterius canes move-
« runt, occiderit et furaverit DC den. qui faciunt XXVIII
« sol., culpabilis judicetur. »

« Celui qui aura tué et volé le sanglier que les chiens
« d'un autre auront lancé et forcé, sera condamné à
« payer 600 deniers qui font 28 sous. »

De ces deux textes, on peut présumer que, s'il était défendu à un tiers de prendre la bête poursuivie et forcée par les chiens d'un autre, le chasseur pouvait en exercer la poursuite.

On lit encore dans la *lex Burgondionum*, addit. 1, titre X :

« Si quis canem petrunculum presumpserit involare,
« jubemus ut convictus coram omni populo posteriora
« ipsius osculetur, aut quinque solidos illi cujus canem
« involavit cogatur exolvere, et mulctae nomine solidos
« duos. »

« Celui qui sera convaincu d'avoir volé un chien
« courant à la suite d'une bête, sera condamné à bai-
« ser le cul du chien volé en face du peuple tout
« entier, ou de payer au maître du chien 50 sous d'or
« et en plus une amende de deux sous. »

Faut-il conclure, comme l'a fait un auteur du XVIII^e siècle, que nous aurons souvent l'occasion de citer, LE VERRIER DE LA CONTERIE (1), que cette loi autorisait la chasse aux chiens courants, et, comme conséquence normale, la poursuite de la bête qui a été levée ?

Moins affirmatif que cet écrivain cynégétique, nous ne pensons pas que l'on doive voir dans cette disposition une preuve certaine de l'existence du droit de suite.

Ne s'agit-il pas plutôt du délit reproché à l'individu qui s'empare sans droit d'un animal domestique, en

(1) Le Verrier de la Conterie s'adonna avec passion à l'exercice de la chasse. Il publia, en 1763, un ouvrage intitulé « L'Ecole de la chasse aux chiens courants ». En 1778, il fit réimprimer son ouvrage, auquel il a joint un « Traité du droit de suite ». Cet ouvrage porte le titre : « Vénerie normande, ou l'Ecole de la chasse aux Chiens courants. »

l'espèce d'un chien de chasse, poursuivant un gibier sur la propriété d'autrui ?

Aucun texte malheureusement ne nous donne d'indications précises ; aussi, nous estimons que la faculté qui appartenait au chasseur de suivre la bête lancée sur son domaine, au delà de ses frontières, était plus certainement admise à titre de simple tolérance, que comme un droit véritable.

Les rares écrits, qui nous soient connus, se bornent à édicter des pénalités visant certains cas particuliers en matière de chasse ; mais de droit de suite, il n'en est nullement question.

Bien plus nettes au contraire, nous apparaissent les règles du « Jus provinciale Allemannicum », au chapitre CCCLVI, intitulé : « Quomodo in venatione ferarum incedendum sit » (Des règles à suivre pour la chasse des bêtes sauvages).

« Qui in sylvis interdicto munitis feras bestias vulnerat, prosternit aut persequitur, aut occidit, ille tenetur
« Domino in cujus sylva ferae versabantur, tres libras
« nummorum provincialium (sive LX solidos), praestare.

« Celui qui blesse, force, poursuit ou tue des bêtes
« sauvages dans une forêt en défens, doit payer au
« maître de la forêt où vivaient les animaux, 3 livres
« d'argent ou 60 sous. »
« Qui per talem sylvam incedit arcum suum et balistam
« tam non habeat tensam. »

« Celui qui passera dans une telle forêt aura son
« arc et sa baliste débandés. »

« Pharetra ejus sit operculo tecta, canes ejus inda-

« gatoes et reliqui canes venatici, vinculo quodam sint
« constricti. »

« Son carquois sera fermé avec le couvercle, ses
« chiens de quête, et autres chiens de chasse seront
« *tenus en laisse*. »

« Si quis consentiente Domino sylvae prope sylvam
« persequitur feram, quæ illius est contigitque, ut fera
« illa aufugiat in sylvam interdicto munitam, tunc debet
« ille (qui venatur), canes suos revocare. »

« Si quelqu'un, du consentement du maître d'une
« forêt, poursuit une bête sauvage près de cette forêt
« et qu'il arrive que cette bête sauvage, qui lui appar-
« tient, gagne une forêt en défens, le chasseur doit
« alors *rappeler ses chiens*. »

« Quod si illos revocare cum effectu non potest, eo
« sequi debet, ita tamen, ut nec cornu in sylva sonum
« edat, nec canes (alia ratione ad venandum) incitet. »

« Si, malgré ses appels, il ne peut les faire revenir,
« *il doit aller à leur suite, sans toutefois sonner du*
« *cor* dans la forêt, ni *exciter*, de quelque façon que
« ce soit, ses chiens à chasser. »

« Si hoc fit, Dominus canum non tenetur de damno
« quod hi feris inferunt. »

« De cette façon, le maître **des** chiens ne sera pas
« tenu du *dommage* qu'ils pourraient causer aux ani-
« maux. »

« Si autem ipse canes contra feram incitat, aut cornu
« sonum edat, tunc eo nomine ad satisfactionem tenetur,
« sive aliquid capiatur sive non. »

« Mais s'il *excite les chiens* contre les bêtes sauvages
« ou s'il *sonne du cor*, il sera tenu à des dommages-

« intérêts, qu'il ait capturé ou non une pièce de gibier. »

Qu'on nous excuse de reproduire ces textes dont la lecture pourra sembler un peu longue.

Si nous le faisons, c'est que ces dispositions du droit germanique présentent une certaine analogie avec celles de notre droit français moderne: de nos jours, en effet, le chasseur doit s'efforcer de rappeler ou de rompre ses chiens, et s'abstenir de toute acte quelconque permettant à la chasse de se prolonger sur le terrain d'autrui.

On y trouve même cette idée de dommage dont nous aurons l'occasion d'étudier les développements.

CHAPITRE II

Ancien Droit.

A partir du XIII^e siècle, l'histoire de la chasse subit une évolution.

La passion que l'exercice de la chasse inspirait à tous ceux qui le pratiquaient, fit que le Roi et les Seigneurs songèrent bien vite à se l'arroger.

Avec un soin jaloux, ils se réservèrent ce droit presque exclusivement, par la création de forêts (1), de garennes (2) ou conninières (3), où nul ne pouvait chasser.

(1) *forêt* : Le mot « forêt s'appliquait à tout terrain réservé au roi ou aux seigneurs.

(2) *garenne* : La garenne était autrefois un lieu défendu. Aujourd'hui, on entend par « garenne », un lieu privé, destiné à retenir le gibier, à le nourrir et à faciliter sa reproduction : il n'y a pas à distinguer entre la garenne ouverte, c'est-à-dire celle dont l'entrée et la sortie sont libres, et la garenne fermée, c'est-à-dire celle qui est entourée d'une clôture. (Cassat. 19 mars 1883. D. 1883-1-205).

(3) *conninière* : synonyme de garenne, au sens de l'ancien droit ; vient de *connil* ou *connin*, vieux nom du lapin. Le français avait le verbe *coniller*, pour dire : user de fuites, de subterfuges, se tapir.

Quiconque violait une garenne, était frappé de peines sévères : « Ceux qui ont volé bestes menues, dit la Coutume de Bigorre, la première fois, qu'on leur taille le nez ; une seconde fois, qu'on leur taille les pieds ; d'une tierce fois, qu'ils soient pendus (4) ».

A titre d'exemple, DELAUNAY, dans son « Nouveau Code des Chasses » (t. 1, p. 42, édit. 1742), rapporte que Enguerrand de Concy fit mettre à mort deux jeunes gens coupables d'avoir poursuivi un lièvre dans sa forêt.

Cet état de choses est allé en s'accroissant jusqu'au XIV^e siècle, époque à partir de laquelle l'autorité du roi commença à dominer les seigneurs.

La chasse devint alors un droit régalien.

« C'est au roi à qui le droit de chasse appartient dans son royaume ; les seigneurs et tous ceux qui ont le droit de chasse ne le tiennent que de sa personne, et il peut mettre à sa permission, telles restrictions et modifications qui bon lui semble. » (POTHIER : *Traité du droit de propriété*, n° 31).

Voici dans ses grandes lignes ce qu'était l'état de la chasse en France sous l'Ancien Régime.

Il nous est connu par des ordonnances, des textes nombreux : nous citerons l'ordonnance de Charles VI en 1396 ; celle de François 1^{er} en 1515 ; celles de Henri IV en 1600 et 1601.

Toutes se bornent à consacrer le principe que le droit de chasse est une prérogative royale, un attribut de la royauté.

(4) Citation par Marc Héraut : *De l'évolution historique du droit de chasse*, p. 20. Lyon 1913.

La plus célèbre assurément est l'ordonnance des Eaux et Forêts de 1669, codification en quelque sorte des lois antérieures sur la chasse, dont le mérite revient à Louis XIV; elle, aussi, laissait dans l'ombre la question si importante du droit de suite.

Et cependant, le titre XXX de cette ordonnance traitait uniquement de la chasse.

Les passages essentiels n'y faisaient aucune allusion :

Art. 13 : « Faisons très expresses inhibitions et défenses à tous seigneurs, gentilshommes, hauts justiciers, et autres personnes de quelque qualité et conditions qu'ils soient, de tirer ou chasser à bruit dans nos forêts, buissons, garennes et plaines, s'ils n'en ont titre ou permission. »

Art. 14 : « Permettons néanmoins à tous seigneurs, gentilshommes et nobles, de chasser noblement à force de chiens et oiseaux dans leurs forêts, buissons, garennes et plaines, pourvu qu'ils soient éloignés *d'une lieu* de nos plaisirs, même aux chevreuils et bêtes noires dans la distance de *trois lieux*. »

Le silence de ces diverses ordonnances est-il l'indice que le droit de suite existait ; est-il la preuve qu'on le considérait comme le complément naturel, indispensable de l'exercice du droit de chasse ?

Nous ne le pensons pas.

Les écrits des jurisconsultes, des auteurs cynégétiques, et la jurisprudence de cette époque nous seront d'ailleurs d'un plus grand secours, pour résoudre cette question.

I. — JURISCONSULTES

Si l'on s'en rapporte à POTHIER, la faculté de poursuivre le gibier sur le terrain d'autrui ne faisait pas de doute.

« Le droit qu'a le propriétaire de fief d'empêcher que d'autres ne chassent sur son fief, reçoit trois exceptions :

1°) A l'égard du seigneur haut-justicier.

2°) A l'égard du seigneur de qui il relève en fief.

3°) L'usage a introduit une troisième exception, qui est : « que, si mon voisin a levé *sur son fief, un gibier, je ne puis, tant que ses chiens sont à la poursuite, l'empêcher de le suivre sur mon fief.* » (POTHIER : *Traité du droit de propriété*, n° 48).

Le droit de suite n'appartenait donc, comme le droit de chasse lui-même, qu'à une classe infiniment restreinte, en considération de la qualité des personnes.

En fait, les roturiers jouissaient parfois de ce droit, mais à la condition qu'ils fussent possesseurs de fiefs : ce droit était alors, non plus attaché, comme pour les nobles, à leur qualité, mais à leur titre de possession.

Un jurisconsulte de l'Ancien Régime, le Président BOUHIER, très versé dans les questions cynégétiques, estimait que le droit de chasse emportait, de plein droit, le droit de suite.

« De toute ancienneté, disait-il, l'usage du royaume est que celui qui a droit de chasse, peut suivre son gibier sur les terres et seigneuries d'un autre. » (*Commentaires sur la Coutume du Duché de Bourgogne*, tome II, p. 724, édit. 1778).

Et, à l'appui de sa thèse, il rapporte une décision de la coutume du Duché de Bourgogne (chapitre 18, § 105) :

« La bête « meute » (5) de la chasse d'aucun ayant droit et pouvoir de faire chasser, se peut poursuivre en autre justice ou seigneurie, ou, si elle est prise et abattue, elle doit être rendue au premier de qui chasse elle est meute, si elle est poursuivie par les chasseurs ou par les chiens, dedans vingt-quatre heures après ce qu'elle sera abattue; et doit être gardée la dite bête, sans démembrer, les dits vingt quatre heures durant ».

D'après lui, il ne pouvait en être autrement : le contraire eût été la condamnation de la chasse aux chiens courants.

« Supposons, continuait-il, qu'un d'eux ne possède en fief que vingt ou trente arpens de terre.... il est presque impossible que le gibier qu'il aura lancé dans cette étendue n'en sorte bientôt ; le chasseur est obligé de rompre ses chiens et d'abandonner la poursuite de la bête ; il faut qu'il renonce au plaisir de la chasse que les lois lui ont accordé ».

C'est également l'avis de BOURJON (*Droit commun de la France*, livre II. Des Fiefs 4^e partie, p. 257, édit. 1770) :

« Tous ceux qui ont le droit de chasse peuvent poursuivre et prendre sur les terres d'autrui la bête qu'ils ont fait lever dessus leur terre ; c'est suite de leur droit ; en effet, sans cela, le droit de chasse serait presque inutile par le peu d'étendue de toutes les terres ; ainsi, c'est l'avantage commun des seigneurs qui a fait établir

(5) *meute* : lancée (de « mota »)

cette tolérance ou cette suite inévitable d'un droit constant en soi ».

Le droit de suite était, on le voit, aux dires de ces juristes, un droit certain.

Ainsi vu à distance, à travers nos idées modernes de respect de la propriété d'autrui, ce régime privilégié nous paraît à peine croyable.

Cette idée absolue serait erronée.

En effet, des juristes de valeur, comme LAISNÉ et HENRIQUEZ, étaient moins catégoriques dans leurs propositions.

LAISNÉ, dans la « *Nouvelle Jurisprudence sur le fait des chasses* » (t. 1, p. 187, édit. 1685), écrivait :

« La question est donc de savoir si un seigneur dominant peut poursuivre *de plein droit* son gibier à la chasse, sur les terres d'un autre seigneur dominant, son voisin ; si un seigneur haut-justicier peut poursuivre à la chasse, son gibier sur la terre d'un autre seigneur haut-justicier voisin ; et enfin, si un seigneur de fief peut poursuivre son gibier sur les terres d'un autre seigneur de fief, son voisin ? »

LAISNÉ montrait ensuite, que si les chiens avaient franchi les limites de la seigneurie à la suite d'une pièce de gibier, sans que le chasseur eût pu les rompre, les usages et les convenances voulaient qu'on envoyât son veneur auprès du seigneur, présenter des excuses.

« Quand des voisins ne sont pas bien ensemble, comme il arrive souvent pour la chasse seulement, cela ne doit plus se faire, et il faut renvoyer quérir ses chiens ».

(*Nouvelle Jurisprudence sur le fait des chasses*, t. 1, p. 187, op. cit.).

Dès le XIV^e siècle, Philippe V édictait une disposition analogue concernant la « quinte » (6) d'Angers :

« Et voulons et accordons que se il avenait que les chiens à aucuns de ceulx de la dicte quinte, ils n'en seroient prins ne traiz à amende, en faisant foy, par leurs serments que ilz eussent fait leur povoir *de leurs chiens retraire*. » (Ordonnance de 1321 — citée par BOUTEN, p. 89. Cf. infra).

HENRIQUEZ, Procureur fiscal de la Maîtrise particulière des Eaux et Forêts de Dun, déclarait aussi :

« Quand les chiens suivent sur une terre un gibier lancé sur une autre, il faut que le chasseur les fasse rompre pour les recoupler, avec la précaution de ne pas entrer avec des armes sur la terre voisine ». (*Dictionnaire raisonné du droit de chasse*, 1784, t. 1, p. 396).

II. — AUTEURS CYNÉGÉTIQUES

Et voici maintenant ce que pensaient du droit de suite, les auteurs cynégétiques de l'Ancien droit.

ROBERT DE SALNOVE (7), dans sa « *Vènerie Royale* », s'exprimait en ces termes :

(6) La « quinte » représentait les alentours d'une ville dans un rayon de cinq lieues.

(7) DE SALNOVE était lieutenant de grande louverie sous Louis XIII. Il dédia sa « *Vènerie royale* » à Louis XIV : « Sire, la chasse est un si noble exercice, qu'il est presque le seul où les princes s'adonnent comme à l'apprentissage de la guerre, le plus illustre des arts et le plus généreux des emplois ; si bien que le chasseur et le guerrier ont peu de différence. Les roys mêmes sont également jaloux des droits et des ordres de la chasse et de la guerre ; et comme il s'y rencontre de la peine et du plaisir, ils en jugent absolument l'exercice royal ».

« Quelques-uns croient que leurs voisins qui ont lancé
« un animal sur eux, ne peuvent le suivre sur leurs
« terres, mais doivent rompre leurs chiens. C'est une
« erreur ; ce respect n'est dû qu'aux rois sur leurs plai-
« sirs, car pour leurs autres terres, ils ont eu de tout
« temps la bonté de les donner aux chasseurs à cor et
« à cri, ce qui doit aussi être permis aux terres d'Eglise,
« l'ayant vu ainsi décider au roi Louis le Juste à Saint
« Germain en Laye ». (« *La Vènerie Royale* », par DE
SALNOVE, 2^e part., p. 200, édit. 1765).

LE VERRIER DE LA CONTERIE, dans sa « *Vènerie Nor-
mande ou l'Ecole de la chasse aux chiens courants* »,
(édit. 1778), émettait la même opinion :

« La raison veut que le noble chasseur puisse suivre
« sa bête hors de ses tenures, sans quoi le noble exer-
« cice de la chasse à cor et à cri.... deviendrait abso-
« lument impraticable.

« Le droit de suite est donc une dépendance, un attri-
« but nécessaire de la chasse à cor et à cri, sans lequel
« cette chasse, aussi ancienne que la création, ne pour-
« rait exister ».

Il conseillait d'user de ce droit avec la plus grande
prudence, afin d'éviter de donner naissance à des que-
relles très sérieuses entre seigneurs, « comme de battre
des valets, de tuer des chiens ».

« Comme de toutes les lois, ajoutait-il, la politesse
est la première, le noble chasseur doit savoir user de ce
droit avec égards et modération vis à vis de ses supé-
rieurs.... ; enfin, pour dernier avis, comme une bonne
cause n'est malheureusement pas toujours suivie d'une
bonne justice, craignez la loi du plus fort, et redoutez
les coups d'autorité ».

III. — JURISPRUDENCE

La plus ancienne décision, dont nous ayons connaissance, est un arrêt du Parlement de Paris de 1290 : il admit le droit de poursuite dans une difficulté née entre le sire de Coucy, d'une part, le Maire et les Jurats de la Ville de Crépy en Laonnois, d'autre part.

Ces derniers, qui s'étaient emparés d'un cerf poursuivi et forcé par le Sire de Coucy, furent condamnés à le lui rendre :

« Auditis rationibus et confessionibus hinc inde pronuntiatum fuit per curiae nostrae iudicium, dictum dominum Couciaci dictam persecutionem dicti cervi sufficienter probasse et dictos majorem et juratos teneri ad restitutionem dicti cervi dicto domino faciendam ».

« Après avoir entendu les raisons et explications de part et d'autre, notre Cour a jugé que le Sire de Coucy prouvait suffisamment la poursuite du cerf dont s'agit, et condamne en conséquence le Maire et les Jurats à lui restituer le dit cerf. » (Registres de l'Ancienne Cour. Pentecôte de l'année 1290, folio 136 : cet arrêt est rapporté par Chopin : de Moribus, Andium, T, 1^{er}, cap. XXII, in fine).

Les jugements les plus intéressants qui nous soient connus sur la question du droit de suite, sous l'Ancien Régime, émanent de la « *Table de Marbre* » (8).

(8) *Table de marbre* : Sous l'Ancien Régime, les Maîtres des Eaux et Forêts, chargés de la surveillance et de la vente des bois du domaine royal, et aussi de la police de la pêche, exerçaient une juridiction exclusive sur les délits forestiers ; ils

Tels sont ceux cités par LAISNÉ, l'un du 14 juillet 1674, condamnant un gentilhomme qui avait suivi son gibier sur la terre voisine, à trois livres de dommages et intérêts, avec défense de le suivre à l'avenir : l'autre, du 13 décembre 1673, faisant « deffenses de suivre le gibier sur les terres d'autrui ». (*Nouvelle Jurisprudence sur le fait des chasses*, op. cit., p. 191 et 192).

Soit encore cette décision de la Table de Marbre, dans une espèce où le seigneur d'Aignan soutenait « que lorsqu'il suivit son chien dans la terre de Marsan, à l'endroit appelé den Bégné, ce ne fust que pour l'aller desgager du trou dans lequel il s'était enfermé en poursuivant le lapin qu'il avait fait lever dans sa terre d'Aignan ; et que s'il est entré dans d'autres endroits de la dicte terre de Marsan, ce n'a esté que pour rompre ses chiens et relancer son oyseau tant seulement ».

Ce jugement est ainsi conçu :

« Faisant néanmoins inhibitions et deffences au dit
« sieur d'Aignan, de chasser à l'avenir dans toute l'es-
« tendue de la terre et juridiction de Marsan, sur les
« peines portées par les ordonnances ; comme aussy
« ordonnent les dits juges, qu'en cas le gibier levé par
« le dit d'Aignan dans sa terre, et poursuivy par ses
« chiens et oyseaux, passera dans celle de Marsan, le
« dit d'Aignan sera tenu de s'arrester à l'extrémité de sa
« dite terre, d'où avant que d'entrer dans celle de Mar-
« san, il enverra un de ses domestiques, sans armes,

avaient le droit de punir tout crime ou délit non forestier commis dans les bois.

On pouvait appeler de leurs décisions devant la juridiction supérieure du grand maître des Eaux et Forêts.

Cette haute juridiction se nommait « la Table de Marbre ».

« ou autre personne de sa part, au chasteau du dit sieur
« de Marsan, pour l'advertir qu'il n'entre dans sa dite
« terre que pour rompre ses chiens, ou réclamer et pren-
« dre son oyseau.

« Et en cas, avant d'avoir rompeu ses chiens ou récla-
« mé et prins son oyseau, le gibier poursuivy viendrait
« à être pris, le dit d'Aignan sera tenu de l'envoyer in-
« continent par un de ses dits valets, offrir au dit sieur
« de Marsan, dans son chasteau, et de se retirer ensuite,
« *ses chiens couplés* et son oyseau sur le poing. » (*Ar-
chives du département de la Haute-Garonne*. Série B.
Parlement. Table de Marbre. Reg. n° 2. 2 G., fol. 83).

IV. — COUTUMES

Parmi les auteurs qui ont écrit sur les différentes coutumes, se manifeste la même incertitude.

Dans l'Anjou, par exemple, « si le seigneur chassant des lapins ou connils, ils se sauvent dans l'héritage d'aultruy, pourra-t-il faire passer ses chevaux et son attirail de chasse par cet héritage ?

« Il pourra, à mon jugement. »

Ainsi s'exprimait René CHOPIN, dans son *Commentaire sur la Coutume d'Anjou* (liv. 1^{er}, ch. XXXII, édit. 1581) (9).

Dans l'Artois, au contraire, « si quelqu'un avait lancé quelque beste sauvage en lieu permis et non défendu, et en la pourchassant à chaude chasse, elle gagnât

(9) Voir infra p. 20, une décision de la Coutume du Duché de Bourgogne.

quelque forêt, bois, garenne ou autre lieu où il ne serait permis au veneur de chasser, *il mettra sa trompe au premier arbre qu'il trouvera* en tel bois ou lieu, et ce fait, pourra librement poursuivre la proie, sinon il fourferra 60 royaux d'amende. » (*Histoire de la Chasse en France*, par M. le baron DUNOYER DE NOIRMONT, Paris, 1867, in-8°, t. 2, p. 38).

L'entente était donc loin d'être établie sur le point de savoir comment s'exerçait le droit de suite du gibier sur le terrain d'autrui.

En fait, les seigneurs se le reconnaissaient très souvent, à titre de réciprocité.

Le Maréchal DE MONTMORENCY disait « qu'il fallait permettre à un gentilhomme de poursuivre le gibier qu'il avait fait lever sur ses propres terres, et, qu'en ce cas, il laisserait prendre un lièvre jusque dans sa salle. » (Tallemant des Réaux. Le Connétable de Montmorency).

Un point qui n'a jamais fait de difficulté sous l'Ancien Régime, c'est la poursuite d'un animal blessé.

Tous les auteurs admettaient, en ce cas, le droit de suite, comme la conséquence du principe d'après lequel une simple blessure suffisait pour réaliser « l'occupation » (10).

Mais les usages voulaient que le chasseur, ayant bles-

(10) L'occupation est « le mode d'acquérir la propriété d'une chose n'appartenant à personne, ou sur laquelle personne ne formule de prétention, au moyen de la prise de possession, jointe à la volonté d'en devenir propriétaire ». (Colin et Capitant, Cours de droit civil français, vol. 1, p. 850).

sé un sanglier ou un cerf, par exemple, offrit au seigneur haut-justicier, dans le ressort duquel ils avaient été capturés, les pieds et la « hure » (11) pour le premier, les pieds et le « cimier » (12) pour le second.

En tout cas, le propriétaire du fief, sur lequel les chiens d'un tiers s'étaient engagés à la poursuite d'une bête de chasse, ne pouvait s'arroger le droit, ni de les rompre, ni de les tuer.

C'est ainsi qu'en 1768, le lieutenant général du baillage de Thorigny condamnait Charles le Duc à payer la somme de cent livres pour la valeur d'une chienne appartenant à le Verrier de la Conterie, et qu'il avait tuée, et à trois cents livres de dommages-intérêts, comme indemnité de la perte subie par Le Verrier avec défense au Duc et à tous autres, de *tuer et maltraiter, même détourner les chiens de chasse* sous plus grandes peines. (« Vènerie Normande ou la Chasse aux chiens courants », par LE VERRIER DE LA CONTERIE, édit. 1778, p. 504).

Ce jugement n'a pas lieu de nous étonner ; d'après notre jurisprudence moderne, en effet, le propriétaire, s'il est autorisé à rompre les chiens, ne peut les tuer sans s'exposer à une action en dommages-intérêts.

Le droit de suite, qu'il fût admis de plein droit, ou qu'il comportât certaines réserves, s'appliquait-il à tous les genres de chasse ?

(11) hure : tête de sanglier.

(12) cimier : croupe du cerf.

Quelles étaient les conditions de son exercice ?

LE VERRIER DE LA CONTERIE nous les indique :

« Pour avoir droit de suivre une bête, il faut :

1°) que vous puissiez dire cette bête à vous, comme
l'ayant lancée sur votre fief.

2° Il est indispensablement nécessaire que vous en fassiez la poursuite au désir des Ordonnances, c'est-à-dire *à cor et à cri* (13). C'est par cette seule manière de chasser que le noble chasseur se distingue du braconnier, car, si vous portez à la chasse toute autre arme qu'une trompe, vous perdez en même temps, et le *privilege*, et le titre de *noble chasseur*, pour vous revêtir de celui de braconnier ; ce qui autorise le seigneur qui vous surprend sur ses terres dans ce honteux équipage, *à vous faire des défenses et à vous troubler.* » (*Traité du droit de suite*, par LE VERRIER DE LA CONTERIE).

La première de ces conditions est de naturelle évidence : celui qui chassait sans droit, ne pouvait à plus forte raison profiter du droit de suite. Pour l'exercer, il fallait avant tout avoir le droit de chasse.

En second lieu, seule était considérée comme « Chasse Noble », la chasse à courre ou à cor et à cris.

Les autres modes de chasse, la chasse à tir en particulier, étaient dédaignés et abandonnés aux braconniers : pour eux, aucun droit de suite, aucune tolérance.

« Mais, pour des petits chasseurs qui, avec leur fusil, « mènent un chien ou deux, et ayant fait lever, sur leur « territoire, un lièvre etc..., le veulent poursuivre par-
« tout, disant qu'il vient de dessus leurs terres, qu'il

(13) *chasser à cor et à cri* : chasser avec l'aide de la trompe (ou cor) et de la voix pour encourager et diriger les chiens. Se dit de toute chasse à course.

« est à eux et appartient : je ne crois pas qu'ils l'eussent
« marqué à leurs armes, tant qu'il s'en trouve, contre
« lesquels l'on rend plainte à la Table de Marbre : autant
« fait-on défense de suivre dorénavant leur gibier. »
(LAISNÉ : *Nouvelle Jurisprudence sur le fait des chasses*,
t. 1, p. 187, op. cit.).

HENRIQUEZ accordait encore, qu'on ne devait suivre
que le grand gibier, tel que sanglier, chevreuil, daim,
chamois, mais non le petit gibier, comme le lièvre ou le
lapin. (*Principes généraux de la jurisprudence sur les
droits de chasse et de pêche*, Paris, 1775, p. 138).

Que résulte-t-il de cette étude du droit de suite avant
la Révolution ?

L'idée qui s'en peut déduire, en présence des diver-
gences qui séparent auteurs et jurisconsultes, c'est que
l'exercice de ce fameux droit de suite présentait un
caractère variant très probablement suivant les coutumes
et les provinces : il vivait, bien plus par l'effet d'une
tolérance, qu'à l'état d'un droit indiscuté, dû aux cha-
seurs.

Écoutons plutôt les réflexions de LA VALLÉE ; elles
seront un adoucissement aux regrets superflus d'un
grand nombre de chasseurs modernes :

« La plupart des chasseurs tombent à cet égard dans
« des exagérations vraiment ridicules.

« A les entendre, l'Ancien Régime était un âge d'or,
« pendant lequel les chasseurs ne pouvaient être arrêtés
« par nulle limite, et nous vivons dans un siècle de fer
« qui ne laisse à nos plaisirs aucune espèce de latitude.
« Pour faire justice de ces accusations, il faut commen-

« cer par se rendre compte de ce qu'était le droit de
« suite sous l'Ancienne Monarchie, et nous verrons alors
« si ce régime était préférable à notre loi actuelle. Je
« l'ai déjà dit à propos de la chasse à tir, sous l'Ancien
« Régime, la propriété se divisait en domaine direct et
« en domaine utile. Le domaine direct appartenait au
« souverain, le domaine utile avait été par lui aban-
« donné à ses sujets. Parmi les dépendances du domaine
« direct, était placé, en première ligne, le droit de
« chasse. Ce droit appartenait au souverain sur tout
« le territoire et n'appartenait qu'à lui.

« Par une concession purement gracieuse, il avait
« autorisé les possesseurs de fiefs à chasser.

« C'était une délégation du droit royal qui leur était
« faite, ceux-ci pouvaient donc suivre le gibier lancé
« sur leur fief, comme aurait pu le faire le roi, c'est-à-
« dire partout. Mais cette licence n'était accordée d'abord
« qu'aux seuls possesseurs de fiefs ; elle n'avait lieu que
« pour la grande chasse, la chasse noble, la chasse à
« cor et à cris ; mais dès qu'on employait le fusil pour
« « raccourcir l'animal » (14) de meute, dès qu'on com-
« mençait, comme on dit en vénerie, à découpler le qua-
« trième « relais » (15), le droit de suite n'avait pas lieu ;
« le gentilhomme qui possédait une terre ne constituant
« pas un fief n'avait pas le droit de suite.

« Ainsi, la chasse du petit propriétaire, celle que nous

(14) *raccourcir un animal* : arrêter des chiens qui sont en queue de la meute, ou prendre des chiens frais et les mettre à vue sur l'animal poursuivi.

(15) *relais* : réunion de plusieurs chiens, chevaux, destinés à remplacer ceux qui sont fatigués, hors d'haleine.

« faisons quand il nous arrive de lancer un lièvre avec
« quelques beagles ou quelques bassets, et que nous
« allons nous embusquer au coin d'une haie pour le
« fusiller au passage, n'autorisait en aucune manière le
« droit de suite.

« Celui qui se livrait à cet exercice en sortant de ces
« limites, dit LE VERRIER DE LA CONTERIE « s'exposait
« à de graves désagréments et même à la perte de sa
« liberté. »

« Voilà ce qu'était ce privilège accordé au seul pos-
« sesseur de fief et seulement quand il chassait à cor
« et à cris.

« Maintenant, que les veneurs mettent la main sur
« leur conscience et disent si ce régime leur semble
« préférable à celui sous lequel nous vivons. » (*La
Chasse à courre en France*, par Joseph LA VALLÉE, édit.
1859, p. 10).

CHAPITRE III

Le Droit de Suite de la Révolution à la loi du 3 mai 1844

Loi du 30 avril 1790

Nous n'insisterons pas sur le caractère de la législation cynégétique en vigueur sous l'Ancien Régime : des textes et des ordonnances que nous avons parcourus, se dégagent suffisamment l'idée d'atteinte à la liberté individuelle.

Le bouleversement de ces fausses conceptions devait revenir à l'Assemblée Constituante.

La fameuse nuit du 4 août 1789, en même temps qu'elle abolissait les privilèges, entraînait l'affaissement de l'édifice féodal, qui, pendant plusieurs siècles, parut inébranlable.

C'est à sa base même qu'elle s'attaqua, en supprimant le droit de chasse, dans ce qu'il avait d'arbitraire et d'exclusif, en le proclamant comme un attribut de la propriété.

Le Moniteur du 4-5 août 1789 traduit, mieux que nous

ne saurions le faire, l'élan d'enthousiasme qui animait les hommes de la Révolution, à quelque parti qu'ils appartenissent :

« Présentant le droit exclusif de chasse comme un fléau pour les campagnes ruinées depuis plus d'un an par les éléments, Monseigneur de Chartres sollicite l'abolition de ce droit ; il déclare qu'il l'abandonne sur ses domaines, heureux, dit-il, de pouvoir donner aux autres propriétaires du royaume, cette leçon d'humanité et de justice. A ces mots une multitude de voix s'élèvent ; elles partent de Messieurs de la Noblesse, et se réunissent pour consommer cette renonciation à l'heure même, sous l'unique réserve de ne permettre l'usage de la chasse qu'aux seuls propriétaires, avec des mesures de prudence pour ne pas compromettre la sûreté publique.

« Tout le clergé adhère à la proposition ; il se forme même un tel ensemble d'applaudissements et d'expressions de bienveillance, que la délibération reste suspendue pendant quelque temps. »

Peu de temps après, le 7 août 1789, le décret suivant était rendu :

Art. 2 : « Le droit exclusif des chasses et des garennes ouvertes est pareillement aboli, et tout propriétaire a droit de détruire et de faire détruire, seulement sur ses possessions, toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui pourront être faites relativement à la sûreté publique. » (*Moniteur* du 6-7 août 1789).

La nécessité de ces lois se fit bien vite sentir : dans l'intervalle, en effet, des populations entières voulurent jouir de ce droit si nouveau pour elles ; et le braconnage s'exerça dans toute sa splendeur.

C'est en vain que Robespierre, par une argumentation paradoxale, protesta contre l'idée du droit de chasse, attribut du droit de propriété.

« Je m'élève, disait-il, contre le principe qui restreint le droit de chasse aux propriétaires seulement ; je soutiens que la chasse n'est point une faculté qui dérive de la propriété. Aussitôt après la dépouille de la superficie de la terre, la chasse doit être libre à tout citoyen indistinctement. Dans tous les cas, les bêtes fauves appartiennent au premier occupant. Je réclame donc la liberté illimitée de la chasse, en prenant toutefois les mesures pour la conservation des récoltes et pour la sûreté publique. » (*Moniteur* du 22 avril 1789).

« On a raison de dire, lui répliqua Merlin, rapporteur, que, par le droit naturel, le gibier n'appartient à personne : mais s'ensuit-il *que tout le monde ait le droit de le poursuivre partout* ? Autant vaudrait dire qu'on a le droit de venir chercher chez vous les animaux malfaisants qui infestent vos maisons. Une autre considération doit fixer vos regards : vous devez faire des lois, non pour l'homme de la nature, mais pour l'homme de la société.

« Deux principes sont reconnus par les lois romaines :

1^o) Le gibier est la propriété de celui qui s'en empare.

2^o) *Chacun a le droit d'empêcher un étranger d'entrer sur sa propriété pour chasser le gibier.*

« La loi qui n'aurait pas le droit d'autoriser un propriétaire à empêcher qu'on ne vînt sur son terrain, n'aurait pas davantage le droit d'assurer les propriétés. Vous voulez faire fleurir l'agriculture : pensez-vous qu'elle fleurira quand tous les vagabonds auront droit de chasse ? »

M. Mougins de Roquefort répondait de son côté à Robespierre : « Le privilège de la propriété doit s'étendre jusqu'à empêcher sur son héritage l'exercice d'aucun droit sans une permission préalable. » (*Moniteur* du 22 avril 1790).

C'est dans cette atmosphère que naquit la loi du 30 avril 1790, dont l'article 1^{er} était ainsi conçu : « Il est défendu
« à toutes personnes de chasser, en quelque temps et de
« quelque manière que ce soit, *sur le terrain d'autrui*,
« *sans son consentement*, à peine de vingt livres
« d'amende envers la commune du lieu et d'une indem-
« nité de dix livres envers le propriétaire des fruits,
« sans préjudice de plus grands dommages-intérêts, s'il
« y échoit. »

Mais la loi était entièrement muette sur la question de savoir, si un propriétaire, qui a fait lever du gibier sur son terrain, pouvait le suivre sur le terrain d'autrui.

La négative était évidemment dans l'esprit de la loi.

« Personne, dit TOULLIER, n'a le droit d'entrer sur le terrain d'autrui, sans la permission du propriétaire. » (*Droit civil*, t. 4, p. 15, n° 20).

La jurisprudence ne devait pas tarder à refléter l'esprit de cette législation :

Le sieur Legendre avait tiré un lièvre sur une pièce de terre, où il avait le droit de chasse. Le lièvre était blessé, mais non abattu ; il passa sur les propriétés du sieur Desfontaines où il fut poursuivi par le chien de Legendre ; celui-ci, le fusil à la main, suivit son chien qui finit par prendre le lièvre.

Traduit en police correctionnelle à la requête de Desfontaines, Legendre fut condamné à l'amende et à l'indemnité fixées par la loi du 30 avril 1790.

Legendre fit appel de ce jugement en soutenant qu'il n'avait commis aucun délit, attendu qu'ayant levé et tiré le lièvre sur son fonds, il n'avait fait que le poursuivre sur le terrain du plaignant.

La Cour royale de Rouen, par arrêt du 20 octobre 1825, confirma, « considérant que le sieur Legendre a reconnu dans son interrogatoire à l'audience de la police correctionnelle en première instance, que le 3 janvier, il chassait ; qu'il a été constaté au procès que le même jour étant armé d'un fusil, il s'est introduit avec son chien sur la propriété du sieur Desfontaines pour y poursuivre une pièce de gibier qu'il avait déjà tirée, d'où il suit qu'il est contrevenu à la loi du 30 avril 1790. » (*Journal du Palais*, 1825, p. 913).

A son tour, la Cour royale de Douai décidait, les 11 février et 3 mars 1843, que le maître d'un chien courant commet un délit de chasse, quand ce chien passe à la suite du gibier sur une propriété voisine, *bien que le maître ait tout fait pour le rappeler et pour le retenir*. (Affaire Robaulx de Beaurieux : citée par LA VALLÉE dans « la Chasse à courre en France », op. cit. p. 13).

C'était là une rigueur vraiment excessive et tomber dans des errements nouveaux : le législateur de 1790 eût mieux fait d'interdire en termes exprès la chasse aux chiens courants.

Les tribunaux apportaient, en vérité, un tempérament à ce principe, en accordant au chasseur le droit d'aller ramasser, sur l'héritage d'autrui, le gibier mortellement blessé sur son terrain.

Cette espèce s'est présentée devant le tribunal correctionnel de Montdidier. (Jugement du 4 novembre 1841,

confirmé par la Cour royale d'Amiens le 17 janvier 1842).
« Attendu, dit ce jugement, que, si du procès-verbal.....,
« il résulte que le 10 septembre dernier Castaing aurait
« chassé dans un enclos de la commune de Grévesnes
« appartenant à Pourcelle, et du consentement de celui-
« ci ; qu'il aurait été surpris *ramassant*, sur une pièce
« de terre dépouillée de sa récolte, appartenant à Dela-
« myre, un lièvre qu'il avait tiré et *blessé mortellement*
« dans le dit enclos ; il est constaté qu'avant de péné-
« trer dans cette pièce de terre, il avait déposé son fusil
« sur le bord d'un chemin qu'il avait suivi depuis la
« sortie de l'enclos ; que ces circonstances ne constituent
« ni le fait de chasse en temps prohibé, ni le fait de
« chasse sur le terrain d'autrui ;

« Le Tribunal déclare Delamyre non recevable»
(*Journal du Palais*, 1845 - 2 - p. 709). (S. 42-2-104).

Telle était la jurisprudence à la veille de la loi du
3 mai 1844.

Si nous rapportons ces deux décisions typiques sur
la question du droit de suite, c'est afin de mieux faire
saisir l'état jurisprudentiel sous l'empire de la loi de
1790 ; cette loi, bien qu'elle fût destinée à être provi-
soire, n'en vécut pas moins pendant plus de cinquante
ans.

DEUXIÈME PARTIE

Le Droit de Suite
d'après la loi du 3 mai 1844

CHAPITRE I

La Responsabilité pénale

Section I

LE DROIT DE SUITE EXISTE-T-IL DE NOS JOURS ?

Loi du 3 Mai 1844 (article 11 § 5).

Ainsi, deux périodes bien distinctes ont précédé notre droit moderne :

L'une, sous l'Ancien Régime, où la question du droit de suite se présentait sous des aspects divers, selon les provinces et les coutumes, et encore, à la condition qu'il s'agisse de chasse à courre.

L'autre, transitoire, qui s'étend de la Révolution à 1844, au cours de laquelle le droit de suite n'était pas reconnu.

Nous allons maintenant entrer dans une phase nouvelle :

Le droit de suite de nos jours.

Le législateur de 1804 avait édicté dans l'article 715 du Code civil : « La faculté de chasser et de pêcher est également réglée par des lois particulières. »

Il fallut cependant attendre jusqu'au 3 mai 1844, pour obtenir une loi de police sur la chasse, qui osât enfin aborder la question du droit de suite.

I. — LE PROJET GOUVERNEMENTAL DE 1843

Rien ne saurait mieux aider à faire comprendre dans quel esprit cette loi fut élaborée, que de rechercher l'idée directrice dont ses rédacteurs étaient animés, et d'examiner la nature du droit de chasse à cette époque.

Voici dans quels termes s'exprimait, à ce sujet, M. Franck Carré dans son rapport à la Chambre des Pairs (Séance du 16 mai 1843) :

« Les particuliers ont la libre disposition des biens
« qui leur appartiennent, sous les modifications établies
« par les lois.

« Tel est le principe en vertu duquel le gouvernement
« peut et doit régler l'exercice du droit de chasse. La
« loi, qui a pour but ce règlement, touche à trois grands
« intérêts : la sécurité publique et la conservation des
« récoltes et du gibier. Il est évident que les intérêts
« généraux dominant, en cette matière, les intérêts pri-
« vés et commandent des interdictions et des entraves
« applicables aux propriétaires eux-mêmes.

« Les lois de 1789 et 1790, conçues dans un esprit de
« réaction, d'ailleurs légitime, contre les législations an-
« térieures qui avait confisqué le droit de chasse, n'ont
« eu en vue que de faire rentrer ce droit dans la pro-
« priété, dont il est une dépendance et un démembre-
« ment ; à ce point de vue presque exclusif, elles n'ont
« pas assez compris qu'il ne suffisait pas de restituer le

« droit ; qu'il fallait, pour l'intérêt public, en organiser
« la police ; pour le droit lui-même, en assurer la jouis-
« sance. »

On doit en conclure que la faculté de chasser sur un fonds quelconque est un des attributs de la propriété de ce fonds : il appartient exclusivement à son propriétaire.

Le respect de la propriété d'autrui, tel est bien le véritable fondement du droit de propriété.

Le Code civil avait déjà proclamé ce principe : « La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses *de la manière la plus absolue*, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements. » (Art. 544).

Pour donner au propriétaire l'exclusivité du droit de chasse sur son héritage, la loi de 1790 avait créé le délit de chasse sur terrain d'autrui : est interdit, l'acte de recherche ou de poursuite du gibier, accompli sur un fonds sur lequel le prévenu n'a pas le droit de chasse, que cet acte soit accompli par l'homme ou par ses chiens.

Principe absolu, semble-t-il.

Il n'est donc pas extraordinaire que le projet de loi sur la police de la chasse, déposé à la Chambre des Pairs le 17 avril 1843, soit entièrement muet sur la question du droit de suite.

L'article 1^{er} § 2 se contentait de dire : « Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui, sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit ».

Et l'on ne rencontrait qu'une seule disposition condamnant à une amende de 50 à 100 francs (1), quiconque

(1) La loi du 1^{er} mai 1924 (modifiant la loi de 1844), a porté cette amende de 50 à 200 francs.

enfreignait cette règle ; disposition on ne peut plus logique, et en harmonie avec la conception du droit de propriété.

Le souvenir de l'Ancien Régime était trop vivant encore, pour que l'idée vint aux rédacteurs de la loi, de parler du droit de suite.

Il ne pouvait, certes, être question de le rétablir sans renverser ce principe fondamental, à savoir que la propriété du sol est la condition essentielle de l'exercice du droit de chasse.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux que, de même qu'en 1790, le silence observé par le législateur entraînait la déchéance de la chasse aux chiens courants.

II. — L'AMENDEMENT PELTEREAU-VILLENEUVE

Certains esprits avisés comprirent heureusement la grave lacune dont souffrait le projet de loi.

Aussi, lorsqu'il fut soumis au vote de la Chambre des Députés, Peltereau-Villeneuve proposa l'amendement suivant :

« Toutefois, les propriétaires ou leurs ayants droit,
« dont les chiens, courant à la suite d'un gibier lancé
« sur leurs propriétés, traverseront l'héritage d'autrui
« sans son consentement, *ne seront point considérés*
« *comme délinquants*, sauf tous dommages-intérêts pour
« les dégâts causés aux héritages traversés par les
« chiens. »

M. Delespaul soutint cet amendement avec vigueur.

En effet, le projet de loi consacrait en termes exprès la chasse aux chiens courants, dans son article 9 : « Les

« seuls modes de chasse autorisés sont les suivants :
1°) la chasse à tir ; 2°) la chasse à courre ; elle est interdite dans un seul cas : celui où elle aurait lieu avec des chiens lévriers »

Pour lui permettre de vivre, pouvait-on lui refuser les conditions nécessaires à son existence ?

C'eût été là une inconséquence, du moment que l'on en reconnaissait le principe.

Malgré toutes ces raisons excellentes, l'amendement de Peltureau-Villeneuve était rejeté.

III. — LE SOUS-AMENDEMENT MORNÏ

Le Comte de MornÏ présenta alors un sous-amendement :

« *Pourra ne pas être considéré comme délit de chasse,*
« le fait du passage des chiens courants sur l'héritage
« d'autrui, lorsque ces chiens seront à la suite d'un
« gibier lancé sur la propriété de leurs maîtres, sauf
« l'action civile, s'il y a lieu, en cas de dommage. »

M. de MornÏ défendait sa proposition en ces termes :
« On se trouve placé entre deux écueils : d'une part,
« l'écueil d'interdire complètement la chasse à courre,
« c'est-à-dire d'exciter la cupidité des petits proprié-
« taires et de convertir forcément en délit le passage des
« chiens sur l'héritage d'autrui, de façon qu'une chasse
« à courre serait devenue d'une telle cherté, qu'elle se-
« rait complètement impossible.

« En effet, remarquez que lorsque les chiens, emportés
« à la suite du gibier, traversent plusieurs petites pro-
« priétés, si leur passage sur chacune de ces propriétés

« constitue un délit de chasse, les amendes seraient
« telles, qu'il deviendrait impossible de chasser à courre
« en France. »

En présence d'arguments aussi convaincants, la Chambre se décida à voter la motion de M. de Morny : c'est elle qui occupe actuellement l'article 11 § 5 (2) de la loi du 3 mai 1844.

Il résulte, tant du texte de ce paragraphe, que des discussions parlementaires qui ont précédé son adoption, que le droit de suite n'existe plus aujourd'hui. Il n'est plus permis d'en douter.

IV. — DOCTRINE

Laissons la parole à Villequez, à la double autorité du juriste et du chasseur (3) :

« Le respect dû à la propriété et une certaine couleur
« féodale que ses adversaires réussirent à lui donner
« dans la discussion de la loi de 1844, l'ont fait rejeter,
« sans néanmoins que le passage sur l'héritage d'au-
« trui des chiens courants à la suite du gibier lancé chez
« leur maître, y soit considéré toujours comme un délit
« de chasse. » (4)

(2) On remarquera, au cours de cette étude, que nous parlons de l'article 11 § 5, alors qu'en général, les décisions des tribunaux se rapportant au droit de suite, emploient la terminologie : article 11 § 2. Nous avons adopté cette première appellation : elle nous semble, au point de vue typographique, préférable.

(3) M. Villequez était en effet Doyen de la Faculté de Droit de Dijon et lieutenant de louveterie.

(4) Du droit du chasseur sur le gibier, par Villequez, p. 30 (édit. 1884).

Joseph Lavallée et Léon Bertrand déclarent à leur tour :

« Chaque propriétaire, en France, est maître absolu
« de son bien : il en peut interdire l'accès à qui bon
« lui semble ; et le roi lui-même n'a pas le droit de tra-
« verser une pièce de terre contre la volonté de celui
« à qui elle appartient. Il ne pouvait donc entrer dans
« l'esprit de personne de demander le droit de suite tel
« que le définissait Pothier. Cette règle n'existe plus,
« et le respect que nos lois professent pour le droit du
« propriétaire ne permet pas de la rétablir. » (5)

V. — JURISPRUDENCE

La jurisprudence, de son côté, repousse à chaque instant le droit de suite, pour les mêmes motifs.

« Attendu, dit notamment un arrêt de la Cour de
« Rouen du 10 février 1854, que cet article 11 sainement
« entendu, *n'a point donné au chasseur le droit absolu*
« de laisser pénétrer, en tout temps et en toute circons-
« tance, ses chiens courants sur la propriété d'au-
« trui » (D. 1854 - 2 - 238). Dans le même sens :
Poitiers 7 août 1889 Gaz. Palais 1889 - 2 - 293 ; Orléans
23 novembre 1897. La Loi du 17 décembre 1897).

(5) (Vade-mecum du chasseur, Loi sur la police de la chasse Paris 1844, 3^e édit. p. 108) Toute la doctrine est dans ce sens : Cival (Loi sur la police de la chasse annotée Paris 1852, p. 66.) Rogron (Code de la chasse, Paris 1847, 2^e édit. p. 159). Dalloz Jurisprudence générale. V^e chasse, p. 255.) de Neyremand, (Questions sur la chasse, 2^e édit. Paris 1871, p. 104 et suiv.) Gillon et G. de Villepin (Nouveau Code des chasses, Paris 1851 p. 247).

« Attendu, dit encore un jugement récent, que, dans
« aucun texte en vigueur, il n'est fait mention d'un droit
« de suite ; que, par conséquent, *la justice doit dire et*
« *juger que ce droit n'existe pas* ; que, si à ce sujet,
« certains usages ont pu se perpétuer en matière de
« vènerie, c'est uniquement par la continuation de
« vieilles traditions de courtoisie entre des équipages
« voisins, mais que ces usages ne sauraient, à aucun
« titre, constituer un droit, dans le sens que la loi prête
« à ce mot. » (Trib. correctionnel Rambouillet du 9 fé-
vrier 1925. Gaz. Pal. 1925-1-753).

Mais, s'il découle de la loi de 1844, que le droit de suite est supprimé, hâtons-nous d'ajouter qu'il est loisible aux particuliers qui possèdent des propriétés contiguës les unes aux autres, de se concéder réciproquement ce droit sur leurs terres respectives, en vertu d'une convention écrite ou verbale.

C'est le *droit de suite conventionnel*, le seul qui soit permis de nos jours, qu'il s'agisse de chasse ordinaire ou de chasse à courre.

Grâce à lui, le chasseur ne commettra aucun délit, en passant avec ses chiens et *en action de chasse*, sur l'héritage voisin.

Il nous semble même que l'accord pourrait résulter d'une convention tacite, par exemple de ce fait que chaque propriétaire a constamment et pendant un temps assez long, continué à poursuivre et même tirer, au vu et su de son voisin, sur le fonds de celui-ci, les pièces de gibier lancées sur le sien propre.

En réalité, un accord semblable ne se produit presque jamais.

Il est encore un cas où la défense de chasser sur le terrain d'autrui, souffre exception : celui du lieutenant de louveterie (6) qui chasse les animaux malfaisants, nuisibles (7), ou, les fauves (8).

Le lieutenant de louveterie a incontestablement le droit de suite : ce droit s'étend à son équipage et à tous ceux qui ont commencé la chasse avec lui.

La loi ne l'oblige pas à prévenir les propriétaires des terrains sur lesquels il passe. (Tr. correct. de Château-Chinon, 24 septembre 1887 : D. 1888-3-104).

Sans doute, il les avertira ; c'est la plus élémentaire des politesses, mais il se trouvera généralement dans l'impossibilité de le faire.

Sait-il en effet de quel côté l'animal se dirigera ?

Il n'y a pas là d'ailleurs dérogation au principe qui fait défense à un étranger de chasser sur une propriété ne lui appartenant pas, sans le consentement du propriétaire.

Il faut bien entendre l'esprit de la loi : il est interdit au chasseur de détruire le *gibier* sur le fonds d'un tiers, à défaut d'autorisation

(6) La louveterie est régie par des lois particulières (loi du 19 pluviôse an V. Loi du 5 avril 1884).

(7) Sont « malfaisants ou nuisibles », les animaux déclarés tels par arrêté préfectoral (Ex : loup, sanglier, lapin, blaireau, fouine, belette, etc.....)

(8) Les bêtes « fauves » sont, au sens de l'article 9 de la loi de 1844, tous les animaux sauvages, quadrupèdes ou volatiles, comestibles ou non, classés ou non par les préfets comme malfaisants ou nuisibles, qui, par leur nature ou leur nombre, sont susceptibles d'apporter à la propriété un dommage sérieux. (Tr. correct. de Château-Thierry, 29 mars 1895 : D 1896-2-436. — Douai, 17 février 1897 : D 1897-2-461).

Or, ici, il n'est pas question de gibier : le lieutenant de louveterie ne pratique pas une poursuite ordinaire, mais une *destruction* d'animaux, à laquelle tout le monde a le plus grand intérêt : l'intérêt privé doit plier devant l'intérêt public.

Bien que ce droit de suite particulier soit hors du cadre de cette étude, qui s'adresse à la chasse ordinaire et à la chasse à courre, telles qu'elles sont régies par la loi de 1844, nous avons tenu néanmoins à le signaler.

Section II

SURVIVANCE DU DROIT DE SUITE

A. — Le fait du passage des chiens sur le terrain d'autrui
constitue-t-il toujours un délit ?

Si le droit de suite n'existe plus, il a laissé cependant des traces dans notre législation.

L'article 11 § 5 dit en effet : *Pourra* ne pas être considéré comme délit de chasse, le fait du passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui.... »

Le mot « *pourra* » fut, lors du vote de la loi de 1844, l'objet d'attaques violentes.

Le 16 mars 1844, M. Franck CARRÉ déposait à la Chambre des Pairs le rapport suivant :

« Il résulterait, disait-il, de cette rédaction que le fait spécifié dans cet article (art. 11 § 5), serait *en général un délit*, et que les circonstances laissées à l'entière appréciation des tribunaux, pourraient seules lui faire perdre ce caractère. Votre commission ne peut approuver une telle disposition ».

Et dans son amendement qui voulait substituer l'expression « *ne sera pas considéré* », à ces mots « *pourra ne pas être* », il s'exprimait en ces termes :

« Le projet dit : « *Pourra ne pas être*..... etc....

Qui est-ce qui sera le juge ? On répond : ce sont les tribunaux. Les tribunaux ne peuvent pas accepter une

telle appréciation ; vous pouvez, assurément, renvoyer aux tribunaux une question qui porte sur des circonstances aggravantes ou atténuantes, sur le plus ou le moins de gravité d'une action, mais quand il s'agit de savoir si un fait est un délit ou n'en est pas un, le tribunal ne peut pas être investi d'une telle appréciation ; c'est à la loi seule, qu'il appartient de déterminer le caractère légal des faits. Il faut que la loi dise : Tel fait est un délit, ou n'en est pas un... Il faut donc que vous mettiez dans la loi, que le fait du passage des chiens courants *sera toujours un délit*, ou que ce ne sera *jamais un délit*.

Or, vous ne pouvez pas dire que ce sera toujours un délit ; car vous enlèveriez ainsi d'une main ce que vous avez accordé de l'autre ; vous supprimeriez la chasse à courre.

Il faut donc, de toute nécessité, dire que cela ne sera pas un délit ».

Cet amendement mis aux voix fut repoussé, grâce à l'intervention de M. Feutrier, qui démontra la nécessité de laisser aux tribunaux l'examen des faits et l'appréciation du droit.

Un individu, a-t-il dit, est propriétaire d'une petite portion de terrain : il se promène avec ses chiens près de la propriété contiguë, une forêt par exemple, qui ne lui appartient pas, mais à son voisin... Les chiens ont-ils ou n'ont-ils pas fait lever le gibier sur la propriété du chasseur ? Personne ne le sait. Cet individu, attend que les chiens poursuivent le gibier qui a été levé, je ne sais où, et le ramènent à la « randonnée » (1), d'un lieu

(1) *randonnée* : on dit qu'un animal randonne, fait une randonnée, quand il fait des feintes, revient plusieurs fois aux mêmes endroits, pour essayer d'égarer les chiens et les chasseurs.

voisin du départ. Il connaissait la « voie » (2) que suivait habituellement le gibier, la « coulée » (3) ; il s'y est tenu armé, il tire et tue.....

C'est précisément ce genre de braconnage déguisé que le législateur a voulu combattre.

Il ne faut pas oublier que c'est à titre de transaction, et pour ne point rendre la chasse aux chiens courants impossible, que le Parlement consentit à adopter l'amendement, aux termes duquel ce passage fut déclaré non pas licite, mais simplement excusable.

Etant donné l'état actuel du morcellement de la propriété en France, la chasse à courre fût devenue absolument illusoire, si le passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui eût toujours été considéré comme un délit ; le chasseur ne saurait être rendu responsable, dans tous les cas, d'un fait qui bien souvent lui est étranger (4).

En effet, tous ceux qui se sont occupés de chasse, savent comment se pratique la chasse aux chiens courants.

Les chiens sont « découplés » (5) sur le terrain où leur maître a le droit de chasse. Le « limier » (6) ne tarde pas

(2) *voie* : empreinte faite par le pied d'un animal ; odeur qu'il laisse sur son passage ; traces qu'il est possible d'apercevoir.

(3) *coulée* : passage que fréquente un animal de chasse.

(4) MM. Aubry et Rau s'expriment dans le même sens : « L'article 11 § 2, sans attribuer à cette poursuite le caractère d'un droit, mais afin de laisser à la chasse à courre la possibilité de s'exercer, décide que dans certains cas, souverainement appréciés par les tribunaux, elle peut être considérée comme excusable ». (Droit civil français, 5^e édit. tome II, § 201, p. 362, note 5).

(5) *découpler* : détacher les chiens l'un d'avec l'autre pour les faire chasser.

(6) *limier* : chien qui lève une pièce de gibier.

à se mettre en quête et bientôt signale de la voix la présence du gibier. Les chasseurs, eux, dès l'attaque faite, se portent, s'ils ne l'ont déjà fait, à leur poste, aux passages fréquentés et coulées.

Quant à la meute, elle suit le gibier partout où il la conduit. Pour elle, pas de limite. Sourds à l'appel du maître, les chiens courants chassent pour leur propre compte ; et il n'est chasseur qui puisse se vanter de rompre sa meute en action de chasse à la suite du gibier.

Emportée par son instinct, il se peut qu'elle traverse un grand nombre de propriétés, sans égard pour les confins des héritages.

Ce passage, qui se produit indépendamment de la volonté du maître, par la force même des choses, constituerait-il donc toujours celui-ci en délit ? Tombera-t-il en toute hypothèse sous le coup de l'action pénale ?

Cela ne pourrait être : aussi, le juge sera libre de réputer délit ou non le passage des chiens courants, et d'admettre ou non, l'excuse en faveur du chasseur, par appréciation des circonstances qui ont pu motiver ce passage (Voir un arrêt de la Cour de Paris du 7 mai 1925, *Gaz. Pal.* 1926-1-327).

Cette disposition concilie parfaitement d'ailleurs les nécessités de la chasse à courre et le respect du droit de propriété.

Chaque procès se trouvera ainsi réduit à une *question de fait* : Voilà bien le danger et la source d'innombrables chicanes.

L'appréciation du juge échappera d'autre part au contrôle de la Cour de Cassation, bien qu'elle puisse cepen-

dant, d'après l'état des faits constatés par l'arrêt et les pièces du procès, apprécier et critiquer les conséquences que la Cour d'appel en a tirées au point de vue de l'application de l'article 11 § 5. (Cass. 1^{er} mai 1880, D. 1881-1-94).

B. — Etendue d'application de l'article 11 § 5

de la loi du 3 Mai 1844.

L'article 11 § 5 de la loi du 3 mai 1844 ne s'applique pas à tous les cas, où les chiens courants passent sur l'héritage d'autrui.

Il vise une situation toute particulière : une poursuite du gibier par les chiens *au cours d'une chasse*, et non un fait quelconque de poursuite.

Il est nécessaire qu'ils aient été accompagnés, et mis en chasse par leur maître.

Cette particularité résulte des termes mêmes de la loi qui ne prêtent à aucune ambiguïté.

Ceci nous permet d'éliminer du cadre de cette étude l'hypothèse suivante :

Un chien courant s'échappe de la maison de son maître ; c'est là un évènement qui n'est pas rare.

Peut-on dire que le maître se trouve en délit, sous ce prétexte qu'il doit le garder, et prendre toutes les précautions pour l'empêcher de se livrer à la chasse sur des propriétés réservées ?

Le prétendre, serait d'un rigorisme excessif, et ne saurait raisonnablement concerner un fait qui se produit *à son insu et contre sa volonté*.

Malgré ces principes, la Cour de Nancy avait décidé que celui qui suit une grande route en voiture et dont le chien lévrier est trouvé parcourant la plaine, tombe sous le coup de la loi pénale. (Nancy, 4 décembre 1844, J. Palais 1845-2-416).

Revenant à une plus heureuse interprétation, la Cour suprême a abandonné cette doctrine : le fait d'un chien qui, guidé par son instinct, est trouvé dans la plaine, ne suffit pas pour constituer un délit imputable à son maître, s'il n'est pas établi que ce dernier ait *volontairement* employé cet animal à la poursuite du gibier ; d'autre part, l'article 11 ne trouve son application que dans l'hypothèse *ou le maître a concouru personnellement à ce fait par un acte de sa volonté, en suivant lui-même son chien, ou en le faisant suivre, afin de s'approprier le gibier poursuivi*. (Cassation 21 juillet 1855 J. Palais 1856-1-323). Dans le même sens : Paris, 22 février 1892, Gaz. Pal. 1892-1-647. — Limoges, 18 mars 1909, D. 1909-2-334. — Bourges, 21 février 1884, Gaz. Pal. 1884-1-586. — Tr. corr. Arras, 5 décembre 1911, Gaz. Pal. 1912-1-131. — Tr. corr. Périgueux, 2 décembre 1913, Gaz. Pal. 1914-1-327. — Tr. Bourg, 3 juin 1914 : La loi du 11 juin 1914).

En réalité, il s'agissait là encore d'un chien lévrier ; mais, à n'en pas douter, la solution eût été la même, s'il se fût agi d'un chien courant, il n'y aurait pas eu davantage délit.

Section III

DU BENEFICE DE L'EXCUSE DE L'ARTICLE 11 § 5
DE LA LOI DU 3 MAI 1844.

Du pouvoir discrétionnaire conféré aux tribunaux de réputer délictueux ou non le passage des chiens courants sur le terrain d'autrui, est née une jurisprudence intéressante, dont l'examen nous conduit à étudier à quelles conditions le chasseur peut bénéficier ou non de l'excuse établie par l'article 11 § 5, à l'occasion du fait qui lui est reproché.

1^{re} CONDITION

Le lancer (1) doit avoir lieu sur un terrain où le maître des chiens a le droit de chasse.

L'article 11 § 5 dit en effet : « Pourra ne pas être considéré comme délit de chasse le fait du passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui, lorsque ces chiens seront à la suite d'un gibier *lancé sur la propriété de leur maître.* »

Cette condition préalable est absolument indispensable

(1) *lancer* : se dit quand on fait partir une bête d'un endroit où elle se cachait ou se reposait.

La chasse aux chiens courants ne s'applique qu'au *gibier à poil* : on ne lance pas un gibier à plumes (Besançon, 25 septembre 1897, D. 1898-2-58)

et ne souffre aucun tempérament (Cour de Paris, 28 décembre 1907, S. 1908-2-108. 4 février 1911, S. 1911-2-255, 7 mai 1925, Gaz. Pal. 1926-1-327).

Peu importe à quel titre le maître des chiens a le droit de chasse, soit qu'il excipe d'un droit personnel, c'est-à-dire, se prétende propriétaire lui-même du terrain ou simplement usufruitier, soit qu'il démontre qu'il est en possession d'un bail.

La permission expresse de chasser sur ce terrain, résultant d'un écrit ou d'une déclaration verbale, suffit même pour invoquer l'excuse.

Et il en est ainsi lorsque le chasseur n'a produit qu'une permission tacite : par permission tacite, on doit entendre la tolérance accordée par un propriétaire pendant plusieurs années, de chasser librement sur sa propriété. (Cassation 12 juin 1846. D. 1846-4-64. — Orléans 17 mars 1908 (La Loi du 8 avril 1908). — Tr. corr. Ruffec, 6 mai 1913, D. 1913-2-144.)

Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que le propriétaire eût manifesté une intention contraire, l'autorisation tacite continuant à produire effet au profit des personnes à qui elle a été accordée, tant qu'elle n'a pas été retirée. (Douai 24 mai 1897 et Lyon 26 mai 1897, Gaz. Pal. 1897-2-406. — Corbeil, 25 novembre 1898. Gaz. Pal. 1899-1-65. — Cr. r. 24 janvier 1908, D. 1910-1-55).

En pratique, il sera bon de toujours avoir un écrit : il permettra plus sûrement d'éviter l'action pénale.

Il y a cependant un cas où le chasseur, bien que le lancer se soit produit légalement, ne se trouve pas à l'abri de la condamnation prévue par l'art. 11 § 5 : c'est

celui où il découple ses chiens sur une parcelle de terre enclavée dans un domaine appartenant à un tiers, et de dimensions si restreintes, qu'il est impossible d'y maintenir la chasse. (Dans ce sens : DE NEYREMAND. *Questions sur la chasse*, p. 197. — On peut également citer un arrêt de la Cour de Grenoble du 31 janvier 1867. *Législation et Jurisprudence forestières*, année 1868, p. 67).

L'individu qui agit ainsi est animé d'un sentiment peu louable que les convenances réprouvent ; cet acte est bien plus digne du braconnier que du chasseur méritant vraiment ce nom.

Cette hypothèse exceptée, si le prévenu est dans l'impossibilité d'établir que la chasse a commencé avec droit, il est inutile de rechercher si les autres conditions satisfont au désir de la loi.

A plus forte raison, si le lancer a lieu sur le terrain d'autrui, le délit de chasse se commet sur toutes les propriétés foulées successivement : les motifs d'exigence n'existent plus.

Le prévenu ne pourrait même pas se contenter, pour éviter une condamnation, d'établir que la chasse a été commencée *hors du terrain* appartenant à la partie poursuivante.

Le chasseur, dont la meute a pénétré à la suite d'une pièce de gibier dans un bois domanial, ne peut donc être acquitté, malgré l'allégation que la bête a été lancée sur un fonds ne dépendant pas de l'administration forestière.

« Et attendu, d'abord, que pour excuser la poursuite
« d'un lièvre sur la forêt de Seillon appartenant à l'Etat,

« l'arrêt attaqué s'est borné à déclarer que le lièvre avait
« été lancé dans un bois dont l'administration fores-
« tière n'avait pas la surveillance ; que cette constata-
« tion ne suffit pas à l'accomplissement de la condition
« imposée par l'article 11 » (Cassation, 15 décembre
1866. D. 1867-1-141).

C'est ce qui résulte également d'un arrêt de la Cour
de Limoges ; il s'agissait, dans cette espèce, d'un chas-
seur qui avait levé une pièce de gibier dans un bois
communal.

Or, aux termes de la loi du 5 avril 1884 (art. 61 et
suiv.), la permission de chasser dans les communaux ne
peut émaner que du Conseil municipal : pour être va-
lable, elle doit emprunter la voie administrative.

Une permission du maire est inopérante, et il en serait
ainsi au cas où la commune aurait laissé chasser les
habitants, « un ancien usage et une tolérance abusive
ne pouvant avoir l'effet qui n'appartient qu'aux actes
légalement dressés. » (Cassation, 5 février 1848. D. 1848-
1-79. — Dans le même sens : Cassation, 4 mai 1855.
D. 1856-1-80. — Chambéry 22 décembre 1881. Le Droit
du 5 juillet 1882).

C'est donc avec raison, que le 26 juin 1902, la Cour
de Limoges rejetait l'excuse, « attendu que, des propres
déclarations des prévenus, il appert que le lièvre a été
lancé dans un bois communal.

« Attendu qu'il est de jurisprudence constante que
le droit de chasse dans les bois ou terrains communaux
ne peut exister en dehors des permissions obtenues dans
les formes administratives ; qu'un ancien usage ou une
tolérance de la part de la commune ne suppléerait pas
à une autorisation régulière.

« Attendu que les prévenus n'excipent d'aucune location de chasse.

« Attendu qu'il est dès lors certain que la chasse n'a pas commencé avec le *caractère de légalité* qui forme la première condition de l'excuse admise par le législateur de 1844 ; que cette première condition faisant défaut, il n'y a pas lieu de rechercher si les prévenus ont fait tout ce qu'il était possible de faire pour retenir ou rompre les chiens,

« Par ces motifs, déclare coupable, etc... » (D. 1902-2-412).

2^e CONDITION

L'article 11 § 5 exige en second lieu que la meute ne se compose que de *chiens courants*.

Tel est le principe posé par la loi de 1844.

Par chiens courants, la loi ne veut pas dire : chiens qui courent ; c'est le sens technique qu'il faut entendre. la race.

On distingue les chiens courants « de chasse à tir » (1), et ceux dits « de grand équipage » (2).

Le rôle des premiers consiste à lancer, poursuivre la pièce de gibier, et la faire passer devant le tireur qui doit l'abattre.

Quant aux chiens « de grand équipage », ils sont

(1) A titre d'indication, citons : les briquets, les chiens de Franche-Comté, dits « Porcelaine », les beagles, les bassets, etc.....

(2) Ex. : les chiens d'Artois, les « Saint-Hubert », Gascons, Normands, Saintongeais, griffons vendéens, etc.....

employés en meute, et servent à « forcer » (3) les animaux de chasse.

Ces définitions nous permettent d'éliminer tous les chiens n'appartenant pas à cette race, les chiens d'arrêt (4) notamment, par opposition aux chiens courants.

Lors des débats de la loi de 1844, M. Dessaigne avait, il est vrai, demandé qu'on accordât aux chiens d'arrêt, la faveur réservée aux chiens courants.

Il faisait remarquer, non sans raison, qu'un chien d'arrêt pouvait, tout comme le chien courant, lever un gibier sur les limites de la propriété de son maître, et être entraîné au-delà.

« Je ne voudrais pas, disait-il, que, par l'expression chiens courants, on frappât la chasse au chien d'arrêt, et qu'on la placât dans une position plus rigoureuse que celle des chiens courants. Je demande qu'on supprime le mot courant. »

Après une courte discussion, M. Hébert fit rejeter cette proposition, en soutenant que « le chien courant chasse dans les bois par un instinct qui l'entraîne ; on ne peut le rappeler comme le chien d'arrêt, qui revient toujours à l'appel de son maître. Voilà pourquoi on ne veut pas que le maître du chien courant soit en délit s'il n'a pu l'arrêter. Mais, quant au chien d'arrêt, qui

(3) *forcer* : poursuivre un animal avec des chiens, jusqu'à ce qu'il tombe de fatigue.

(4) Le chien d'arrêt ou chien couchant, lorsqu'il voit ou sent le gibier, s'arrête, reste immobile, et attend son maître.

Les chiens d'arrêt comprennent des variétés très nombreuses : setters, pointers, cockers, épagneuls, etc....

« chasse sous le fusil » (4*), qui répond à l'appel du chasseur, on peut l'arrêter, et voilà pourquoi il faut écarter la modification de M. Dessaigne»

L'argumentation de M. Hébert nous paraît inexacte, sinon un peu osée.

Dire que le chien d'arrêt est à la disposition de son maître, est faux : combien de chasseurs, même parmi ceux qui ont le culte des chiens de grande race, peuvent-ils se flatter que leur chien d'arrêt n'a jamais « bourré » (5) sur une pièce de gibier ?

Un jour ou l'autre, il obéira bien plus à la tentation de poursuivre le gibier levé, qu'à l'instinct qui le pousse à arrêter, ou à l'excellente éducation reçue : et ce fait sera particulièrement banal, si la bête de chasse a reçu une blessure.

Il existe une catégorie de chiens, pour laquelle on pourrait être enclin à admettre une atténuation à la rigueur de la loi ; nous voulons parler des « corniauds ». c'est-à-dire produits de chiens courants et de chiennes d'arrêt ou réciproquement : Ils possèdent sans doute, à des degrés divers, les qualités des deux races, mais ne pratiquent pas moins la chasse au gibier à poil qu'ils n'arrêtent pas, et attestent, par leur manière de suivre le gibier, par « la voix qu'ils donnent » (6) sur sa trace, toutes les inclinations des chiens courants.

(4*) *chasser sous le fusil* : se dit du chien qui chasse tout près de son maître, à portée de fusil.

(5) *bourrer* : Se dit d'un chien qui cherche à prendre le gibier après l'avoir arrêté.

(6) *donner de la voix* : La caractéristique du chien courant qui se trouve sur la trace d'une pièce de gibier, est de japer par intermittence, tant que dure la poursuite.

Plus spécialement, dans la chasse à courre, on dit que les chiens « clatissent », lorsqu'ils poussent des cris pressés, pour annoncer que la bête est prise.

De même, on rencontre à chaque instant, dans les chasses paysannes en particulier, des chiens de cour dont il est bien difficile, sinon impossible de définir les origines, qui « lancent » et « mènent » (7), non par instinct et race, mais bien plutôt par éducation ou habitude acquises.

Va-t-on leur accorder la faveur réservée aux chiens courants ?

Si la loi avait autorisé une telle interprétation, si le juge avait reçu le pouvoir de faire des distinctions aussi subtiles, que d'arbitraire, quel danger !

S'il s'agissait de chiens lévriers, la question serait tout autre.

Ce mode de chasse (8), en effet, est essentiellement destructif, cette race parvenant à rejoindre n'importe quelle espèce de gibier à poil : seul, le Préfet peut l'autoriser pour la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles (art. 9 § 8 de la loi du 3 mai 1844).

En dehors de cette hypothèse spéciale, le chasseur ne serait pas fondé à invoquer l'excuse prévue par l'article 11 § 5 : il tomberait sous le coup du paragraphe suivant, qui punit l'emploi du lévrier d'une amende de 50 à 200 francs. (Art. 11 § 6 de la loi du 3 mai 1844).

Après la promulgation de la loi de 1844, les tribunaux déclaraient cependant chien courant, un chien de race

(7) *mener* : Se dit du chien courant qui suit la voie.

(8) La chasse avec le chien dit « charnigue », variété du lévrier, est également interdite (tr. correct. de Brignolles, 6 octobre 1888 : Gaz. Pal. 1889-1-361 — Cr. c. 9 août 1889 : D. 1889-5-62).

quelconque, afin de faire bénéficier son maître de l'application de l'article 11 § 5.

C'est ainsi que le 8 janvier 1845, la Cour de Metz renvoyait des poursuites dirigées contre lui, un chasseur, dont le chien de basse-cour avait poursuivi un lièvre sur la propriété d'autrui, malgré les appels de son maître. (DALLOZ : *Jurisprudence générale* V^o Chasse, n^o 263).

Il n'est pas douteux qu'il y a là une violation de principe : tel est l'avis de MM. GILLON et G. DE VILLEPIN (*Nouveau Code des Chasses*, p. 250).

C'est également notre opinion : le texte de la loi est formel, et n'autorise pas à étendre l'exception aux chiens de basse-cour, de bergers, de luxe ou autres.

Le tribunal de Roanne a néanmoins estimé que l'esprit de la loi et l'équité justifiaient l'extension au chien d'arrêt :

Si un chien d'arrêt, au mépris des efforts tentés par son maître pour le retenir, se laisse emporter à la poursuite d'un gibier levé à son arrêt, et passe sur le fonds d'autrui, le juge peut, *si les circonstances sont favorables au chasseur*, excuser celui-ci, *en lui faisant application des dispositions relatives au passage des chiens courants*. (*Gaz. des Tribunaux* des 14 et 15 janvier 1884. — Contra : Paris, 8 janvier 1884. *Le Droit*, 24 juillet 1884).

Au fond, l'importance de la distinction est minime : pourquoi faire violence au texte précis de la loi, pour excuser le chasseur dont le chien pénètre contre son gré sur le terrain d'autrui ?

Celui qui le rappelle, ou s'efforce, par tous les moyens, de le reprendre, établit suffisamment l'intention de s'abstenir de tout fait de chasse.

Il n'y a pas acte de chasse; là où la volonté de chasser fait défaut : par suite, quelle que soit la race des chiens employés, on ne peut soutenir que le délit existe.

En vertu de ce principe, il a été jugé que la poursuite d'un lièvre sur le terrain d'autrui par le chien d'un vachèr, que ce dernier n'a nullement excitée ni encouragée, ne constitue pas un fait délictueux. (Rouen, 22 février 1890. *Le Droit* du 21 mai 1890. — Tr. Bourg, 25 octobre 1922 : La Loi du 8 décembre 1922).

Mais il est incontestable qu'il y aurait délit, si des chiens croisés, moitié chiens de chasse, moitié de luxe, poursuivaient et prenaient une pièce de gibier à la vue et au su de leur maître, sans que ce dernier ait essayé de les arrêter : dans ce cas, *la volonté de chasser est manifeste*. (Dijon, 21 juillet 1858, D. 1859-2-83).

3^e CONDITION

Les chiens courants peuvent-ils stationner sur la propriété d'autrui ?

L'autoriser, eût constitué une véritable atteinte au droit de propriété.

Ce que la loi permet d'excuser, c'est le *simple passage*.

Il y a donc délit, lorsque les chiens, après avoir « mis bas » (1) par suite d'un « défaut » (2), ou après avoir été « rompus » (3), ont été laissés sur un fonds où leur

(1) *mettre bas* : Se dit d'un chien qui abandonne la chasse.

(2) *défaut* : Un chien est en défaut quand il perd la trace du gibier qu'il suit.

(3) *rompre les chiens* : arrêter les chiens.

maître n'a pas le droit de chasse, *stationnent et quêtent* sous les yeux ou à la connaissance de ce dernier.

« Attendu, dit un arrêt de la Cour de Rouen, que les chiens ont été mis en défaut sur la terre du sieur Barbey-Duseuil où le sieur Gervais a droit de chasse ; qu'après avoir quêté sur ce terrain pendant dix minutes, ils sont entrés sur celui du sieur Gervais ; qu'ils ont continué à y chercher leur gibier, tout en chassant mollement ; *qu'ils sont restés sur cette terre, la parcourant en tous sens*, pendant près d'une demi-heure, et jusqu'à ce qu'un lièvre en soit parti, les mit sur sa voie, et leur fit prendre une autre direction » (Cour de Rouen, 10 février 1854. D. 1854-2-238. — Dans le même sens : Nancy, 15 mai 1884. D. 1884-5-54. — Amiens, 11 mars 1882, *Gazette* du 1^{er} avril 1882).

4^e CONDITION

Le chasseur ne saurait se prévaloir de l'immunité de l'article 11 § 5, lorsque, *même du dehors, tout en restant sur sa propriété*, il s'est associé à la poursuite de ses chiens, soit en les *excitant*, les *appuyant*, ou en prenant une *attitude* qui dénote l'intention d'en profiter.

En d'autres termes, *il doit s'abstenir d'exercer tout acte positif* qui constitue la « culpa in committendo » ; tel est le *fait d'appuyer* (1) les chiens courants sur le terrain d'autrui (Tribunal du Mans. *Gaz. Trib.*, 1909. 1^{er} sem. 2-29, — Tr. correct. Caen, 16 octobre 1911. Rec.

(1) *appuyer les chiens* : encourager les chiens de la voix ou de la trompe, en étant auprès ou derrière eux.

Caen 1911-190. — Tr. correct. Le Mans, 14 juin 1908. *Gaz. Tr.* du 2 octobre 1908).

Aussi, a-t-on considéré que le propriétaire d'une meute a intentionnellement concouru à l'acte de chasse, quand cette meute a pénétré dans un bois particulier, sans que le maître lui en ait interdit l'accès, alors qu'au contraire il s'est placé dans une position d'attente, en signalant à ses camarades la direction prise par l'animal poursuivi :

« Attendu, en fait, qu'il est relaté au procès-verbal du garde, dont les énonciations ont été admises par l'arrêt attaqué, que au moment où ses chiens poursuivaient le gibier dans la forêt domaniale, le prévenu armé d'un fusil double qu'il tenait sous son bras, était posté sur la lisière de cette forêt, à quarante mètres de distance, en attente du gibier qui venait de son côté : mais que le gibier prenant ensuite une autre direction, l'inculpé en avertit ses compagnons et leur cria : A vous ! à vous ! attention ! ». (Cassat. 15 décembre 1866 : D. 1867-1-141. — Dans le même sens : Cassat. 4 janvier 1878, D. 1878-1-334. — Tr. correct. de Dreux, 18 janvier 1892, *Gaz. Pal.* 1892-1 - suppl. 21. — Paris, 22 février 1892, *Gaz. Pal.* 1892-1-547. — Cassat. 26 novembre 1895, *Gaz. Pal.* 1896-1-236).

Dans cette espèce, le maître des chiens avait évidemment *l'intention de tirer le gibier au retour*.

Parfois cependant, il est possible de tirer l'animal qui revient sur la terre où il a été légalement lancé : le chasseur voit, *malgré toute tentative*, ses chiens traverser la propriété limitrophe ; il cesse de percevoir

leurs aboiements, puis soudain, entendant la chasse revenir sur lui, il se tient prêt à tirer et fait feu.

Y a-t-il délit ? Non.

Le maître, en effet, ne s'est pas associé à la poursuite.

Le gibier est revenu, guidé par l'instinct, à l'endroit où il a l'habitude de vivre : il a voulu dérouter la meute en allant chez le voisin ; ce dernier, comme nous le verrons plus loin, aurait pu le tuer sur son fonds.

Pourquoi le maître des chiens serait-il traité plus défavorablement que lui ?

Du moment qu'il ne l'a attiré ni par fraude, ni par artifice, il n'a commis aucun délit en le tirant ; d'autre part, le principe d'après lequel le droit de chasse est un attribut du droit de propriété, ne se suffit-il pas à lui seul, pour l'excuser ?

Peut-on lui reprocher d'être resté silencieux alors que la bête de chasse revenait dans sa direction ? Non assurément, car le séjour de la meute se serait prolongé davantage sur le terrain d'autrui.

Un cas analogue s'est présenté devant la cour d'Orléans : cette cour, conformément aux raisons exposées, a acquitté un chasseur, accusé d'avoir tiré un sanglier dans ces conditions. (Orléans, 10 juin 1861, D. 1861-11-173, et plus récemment un jugement du Tribunal correctionnel de Mortagne du 7 décembre 1898, *Gaz. Palais* 1899-1-243).

Les tribunaux ont d'ailleurs un pouvoir très étendu : tout dépend des circonstances dans lesquelles s'est produite l'espèce qui leur est soumise.

Reprenons une hypothèse déjà envisagée : Un chasseur lance une pièce de gibier dans une parcelle de terre qui

lui appartient, mais si exiguë, que la chasse aux chiens courants y est impraticable.

Les chiens en franchiront aussitôt les limites, et, comme nous l'avons vu, le lancer, n'ayant pas lieu dans les conditions désirables, ne respecte pas les prescriptions de la loi.

Le maître pourra-t-il tirer l'animal ramené par eux ? Non encore ; dès l'instant qu'il est condamnable pour n'avoir pas « attaqué » (2) favorablement, le droit d'abattre le gibier doit lui être refusé.

Visiblement, il compte sur le résultat de la poursuite : soutenir le contraire, reviendrait à déclarer licite un véritable acte de braconnage.

En agissant ainsi, il nuit à autrui : rien ne serait plus facile que de louer un lopin de terre de quelques ares, en bordure d'un domaine giboyeux, de lancer des chiens courants, et d'attendre là, leur retour.

Les usages condamnent ce procédé indélicat : d'autre part, ne craignons pas de le répéter, ce que la loi pardonne, c'est le simple passage, et non une chasse sciemment organisée.

5° CONDITION

Non seulement, le maître des chiens doit s'abstenir de faire acte positif de chasse, mais encore il est nécessaire *qu'il ait fait tous ses efforts pour les rompre ou les reprendre.*

(2) *attaquer* : lancer et mettre sur pied la bête qu'on veut chasser.

L'attitude passive, la culpa in omittendo, suffirait donc pour caractériser le délit.

C'est ce qu'a décidé la Cour de Rouen :

Attendu que le sieur de Bouelle n'a rien fait pour rompre ses chiens ou les rappeler.....

« Attendu qu'il n'a pas fait ce qui dépendait de lui pour les retenir ou les empêcher; qu'il n'a pas tenté de les rompre; qu'il n'a même pas essayé de les rappeler, alors cependant que son garde était muni d'un cor dont les sons eussent été inévitablement entendus à une distance plus grande que celle qui le séparait des chiens... » Rouen, 10 février 1854, D. 1854-2-238. Dans le même sens : Cassation, 7 déc. 1872, D. 1873-2-172. Cassation 11 mai 1883, D. 1883-5-56. Rouen, 3 février 1905, *Gaz. Palais* 1905-1-425. Cour de Paris, 28 décembre 1907, S. 1908-2-108. Cour de Paris, 4 février 1911, S. 1911-2-255. Cassat. 17 juin 1921, S. 1921-1-288. Orléans, 16 octobre 1923, cité par le *St Hubert Club illustré*, mai 1924, p. 71. Cour de Paris, 7 mai 1925, *Gaz. Pál.* 1926-1-327).

Dernièrement encore, la Cour de Douai rejetait l'excuse de l'article 11 § 5 « attendu que le 13 novembre 1925, le garde particulier B... a dressé un procès-verbal régulier constatant qu'à cette date, il avait rencontré G... au bord d'une pâture dont la chasse était réservée, faisant quêter son chien dans l'attente de lever un gibier et prêt à faire feu ;

Attendu qu'aussi bien devant le garde que devant le tribunal, G... a reconnu que son chien avait pénétré dans le terrain réservé ; qu'il résulte des précisions apportées à l'audience par le garde B... que G..., bien

qu'en dehors de la pâture, s'en trouvait à la limite, dans une attitude de chasse et laissait quêter son chien *sans toutefois l'exciter* ;

Que le tribunal a considéré à tort qu'il ne résultait pas de ces constatations que G... avait fait ou laissé volontairement poursuivre le gibier. par son chien sur le terrain de chasse de la Société St-Hubert, et en conséquence, relaxé G.... des fins de la poursuite.

Mais attendu qu'il suffit, pour que le délit existe, que le chasseur ait observé, vis-à-vis de son chien, une attitude passive et ait négligé de le rappeler ;

Qu'il ferait vainement valoir que le chien s'est introduit sur le terrain de chasse réservé, tandis qu'il était lui-même momentanément distrait ; qu'au surplus, cette dernière allégation est démentie par les énonciations du procès-verbal qui spécifie que G... attendait le gibier, prêt à faire feu.

Par ces motifs, réforme le jugement dont est appel ; dit G... coupable de chasse sur le terrain d'autrui, sans le consentement du propriétaire..... » (Douai, 16 juillet 1926, *St-Hubert Club Illustré*, du 1^{er} janvier 1927.

Nos tribunaux n'ont fait en somme que reproduire d'anciens usages suivis dans quelques localités.

Dans le bailliage forestier de Trêves, par exemple, « tout chasseur lancé à la poursuite d'une bête fauve, lorsque la meute avait franchi la limite du ban, devait s'arrêter, tourner la tête de son cheval dans la direction opposée, et *sonner du cor pour rappeler les chiens*.

S'il passait outre, il était passible de la confiscation du cheval et du cor ». (BOUTHORS, *Les sources du droit rural*, p. 221).

Il a été jugé également que le passage des chiens courants n'était pas excusable, lorsque leur maître, *sans essayer de les rompre*, était resté à la limite de sa propriété et *s'était borné à les attendre* pour les reprendre à leur sortie, et continuer ailleurs la chasse avec eux. (Cassation, 4 janvier 1878, S. 1878-1-190. Dijon, 17 mars 1897, D. 1897-2-214).

Le chasseur encourrait également une condamnation, si, se trouvant à portée, il laissait chasser pendant plusieurs heures, ses chiens courants dans un bois appartenant à un tiers *sans les rappeler, bien qu'il y ait été invité par le garde* chargé de la surveillance de ce bois. (Cassation, 26 juillet 1878, S. 1878-1-440).

La Cour de Bourges a eu à statuer sur un cas particulièrement intéressant où était mis en cause, non plus le maître des chiens, mais son *invité*.

Si, en principe, ce dernier doit être accompagné de l'ayant droit, il en est tout autrement au cours d'une partie de chasse : dans la chasse au bois surtout, les invités sont répartis à différents postes et peuvent même se trouver fort éloignés les uns des autres.

L'un d'eux se trouvait donc isolé du reste de l'équipage, et avait laissé un groupe de chiens dont il avait la garde, s'engager sur un domaine appartenant à un tiers, sans faire aucun effort pour le retenir.

Le titulaire du droit de chasse sur ce fonds prétendait faire à l'invité, à *raison de son abstention*, application de l'article 11 § 5.

La Cour de Bourges, appelée à statuer sur la question, déclara qu'il n'y avait pas eu participation à l'acte de chasse accompli sur le terrain d'autrui.

L'invité, en effet, n'est pas propriétaire des chiens, et n'en a pas la direction : on ne saurait donc voir dans son abstention de les retenir, un fait susceptible de constituer un délit. (Bourges, 27 mai 1908 Gaz. Tr. 1^o août 1908).

Nous nous rallions à cette décision : ce n'est pas aux invités, mais au maître d'équipage ou à ses auxiliaires, dans la chasse à courre ; au chasseur, dans la chasse ordinaire, qu'il appartient d'empêcher que les chiens ne gagnent la propriété voisine.

L'invité ne tomberait sous l'application de l'article 11, que si son concours effectif à l'acte de chasse était établi. (Cass. Cr. 28 juillet 1881, S. 1883-1-488).

Le passage des chiens serait également excusable, si le maître se trouvait à *une grande distance d'eux*, à cent cinquante ou deux cents mètres en arrière (Tr. des Andelys, 27 novembre 1890. *Le Droit* du 7 janvier 1891. Dans le même sens : Loudun, 13 mai 1881. *Le Droit* des 18 et 19 juillet 1881).

Ne peut-on même pas soutenir qu'aucune faute ne doit être reprochée au chasseur lorsque les chiens ne font que traverser des parcelles d'une faible contenance, telles que boqueteau, champ isolé, pouvant être rapidement franchis ?

Une dernière question :

Le chasseur dont les chiens courants ont dépassé les limites de la propriété où il a le droit de chasse, peut-il,

au cas même où il les a appuyés, soutenir qu'il en ignorait les confins, et invoquer *sa bonne foi* ?

Autrement dit, l'intention est-elle un élément essentiel du délit de chasse ?

Lorsqu'il s'est agi de savoir si l'article 463 du code pénal s'appliquerait aux délits de chasse, M. Franck CARRÉ déclara à la Chambre des Pairs : « Les faits de chasse, bien que qualifiés délits et punis de peines correctionnelles, ne sont pas véritablement des délits, mais des contraventions, des infractions aux prescriptions de la loi. Encore une fois donc, *les questions intentionnelles sont en dehors d'une telle législation.* »

Nous sommes, en effet, en présence d'un *délit contraventionnel*, que suffit à réaliser la seule perpétration du *fait matériel*.

Il y a quelque chose d'inique dans le fait d'exclure la bonne foi en cette matière, et de refuser même les circonstances atténuantes : dans certaines régions où la propriété est morcelée, il peut parfaitement arriver qu'un chasseur lance ses chiens, avec la plus entière bonne foi, sur un terrain dont il croit, mais à tort, avoir le droit de chasse.

Les tribunaux ont cependant consacré le principe qui découle des travaux parlementaires et de l'article 20 de la loi du 3 mai 1844 (1).

Le chasseur doit pratiquer le culte du Dieu Terme.

« Attendu, dit l'arrêt de la Cour de Limoges précité, que cette circonstance que les prévenus auraient agi de

(1) Art. 20 loi du 3 mai 1844 : « L'article 463 du code pénal ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi. »

bonne foi ne saurait être prise en considération. puisqu'il s'agit en l'espèce d'un délit contraventionnel» (D. 1902-2-412).

A son tour, la Cour de Cassation a repoussé l'excuse de la bonne foi, conformément à une jurisprudence constante. (Cass. 30 mars 1922, *Gaz. Palais* 1922-2-84. Dans le même sens : Cr. c. 12 juin 1886 : D. 1887-1-41. Cr. c. 19 janvier 1894 : D. 1894-1-287).

Nous avons ainsi examiné à quelles conditions le chasseur pouvait bénéficier ou non de l'excuse établie par l'article 11 § 5, en d'autres termes, échapper ou non à l'action pénale.

Les décisions abondent ; nous pourrions les multiplier, si nous ne craignons que la lecture n'en soit rendue fastidieuse.

Il ressort amplement de la doctrine consacrée par la grande majorité des arrêts, que le juge, chargé de la répression des délits de chasse, peut excuser le passage des chiens courants, non seulement lorsque leur maître a fait tous ses efforts pour s'y opposer, mais même simplement quand ce passage se produit sans sa participation.

Section IV

DU PASSAGE DU CHASSEUR

SUR LE TERRAIN D'AUTRUI

Une question qui se pose naturellement à l'esprit, est celle de savoir si le chasseur, dans la chasse ordinaire, le personnel du maître d'équipage, dans la chasse à courre, peuvent aller à la suite des chiens courants et pénétrer sur le fonds voisin, sans commettre de délit.

Autrefois, le droit de suite comportait et le passage des chiens, et celui du chasseur.

En est-il ainsi aujourd'hui pour ce dernier ?

« Sur le droit de suite, on pourrait longuement discuter. Le droit de suite comprend, non pas seulement le fait de la suite par les chiens, mais le fait de la suite par la chasse tout entière, par le chasseur lui-même.....

« Nous n'avons pas voulu nous expliquer sur ce droit, le reconnaître ou le nier. La jurisprudence est fort controversée sur ce point. Nous avons voulu le laisser à son appréciation. » Franck CARRÉ : *Rapport à la Chambre des Pairs* du 28 mars 1844).

Le texte de la loi de 1844 ne couvre aucune équivoque : à le prendre à la lettre, le chasseur qui foule le terrain d'un tiers, est condamnable.

M. Martin du Nord, lors de la discussion de la loi déclarait d'ailleurs : « Il est bien entendu, que si le chas-

seur entre sur la propriété d'autrui, il commettra un délit. »

Mais, comment fera-t-il alors, si le terrain sur lequel il a le droit de chasse est enclavé au milieu de propriétés, et qu'aucun chemin n'y accède ? Il pourra sans doute passer sur les terres qui y conduisent : ce droit ne peut lui être refusé, puisque l'article 682 du C. C. autorise le propriétaire, n'ayant sur la voie publique aucune issue, à réclamer un passage sur les fonds de ses voisins.

Néanmoins, même dans cette hypothèse, le chasseur fera bien de coupler ses chiens ou de les tenir en laisse : la prudence le conseille.

Il n'y aurait cependant pas délit, si les chiens, bien que *non couplés* (1), *ne chassaient pas et se contentaient de suivre leur maître* :

La Cour de Cassation a décidé « que si les chiens courants, en traversant la propriété d'autrui, ne se mettent ni à la poursuite, ni à la quête du gibier, le maître qui les accompagne, sans faire lui-même acte de chasse, ne doit pas encourir les peines de l'article 11, par cela seul que, *ayant négligé de les museler ou de les coupler*, il s'est exposé à ce qu'ils tombent en chasse et le constituent, par suite, en état de délit ; que c'est le fait de chasse et *non sa probabilité ou son danger plus ou moins imminent* que la loi du 3 mai 1844 entend réprimer. » (Req. 26 juillet 1860, D. 1860-1-362. Cassat. 20 avril 1912, *Gaz. Pal.* 24 mai 1912).

Les tribunaux exigent, nous le savons, que le chasseur fasse tout ce qui est en son pouvoir pour arrêter la

(1) *chiens couplés* : chiens attachés deux à deux par un lien de corde ou de crin, appelé « couple ».

poursuite. N'est-ce pas en allant sur le terrain où ses chiens ont pénétré, qu'il y parviendra le plus sûrement ?

Tous les chasseurs comprennent la difficulté de rompre les chiens courants à distance, qui, très souvent, restent indifférents à la voix de leur maître.

Il existe, certes, des chiens exceptionnels qui reviennent à l'appel ou au son de la trompe, mais ils sont rares ; et, en tout cas, cette tentative a peu de chance de succès, s'ils sont à la suite d'une pièce de gibier.

Donc, si le chasseur « entre pour reprendre ses chiens, il est dans l'esprit de la loi. » (VILLEQUEZ, *Du droit du chasseur sur le gibier*, op. cit. p. 32. Dans ce sens : Limoges, 18 mars 1909, *Gaz. Trib.* 18 avril 1909).

La jurisprudence lui fait même un devoir de les suivre pour les rompre. (Cassation, 7 décembre 1872, D. 1873-1-476).

Bien entendu, il faut qu'il ne puisse y avoir aucun doute sur son attitude et son intention : elles peuvent résulter, soit de ce qu'il a rappelé ses chiens par cris ou appels de cor, soit de ce qu'il a pris soin de décharger ou désarmer son fusil.

Mais il y aurait délit, si le chasseur, même sans arme, entrait sur le terrain d'autrui, dans le but, non de mettre un terme à la poursuite, *mais de rabattre le gibier sur sa propriété*.

La jurisprudence est allée jusqu'à décider qu'il y a infraction à la loi de 1844, dans le fait d'un chasseur qui pénètre dans un bois où le droit de chasse ne lui appartient pas, et tire un coup de fusil en l'air, afin d'effrayer un sanglier lancé sur son fonds, et faisant tête aux chiens.

En tirant, le chasseur fait acte de chasse sur le terrain d'autrui ; il doit se contenter de faire fuir l'animal par tout autre moyen, et chercher ensuite à arrêter la meute au passage.

Telle fut du moins la décision de la Cour de Limoges du 31 mars 1870 (D. 1870-2-109).

Sans doute, le coup de feu a eu pour résultat de prolonger la chasse, mais n'était-ce pas, par contre, la seule façon d'arriver à rompre les chiens ?

Tout ce que nous venons de dire s'applique aussi bien au piqueur, qu'au chasseur lui-même.

L'une des premières décisions à ce sujet émane du tribunal correctionnel de Blois du 27 mars 1846 : Il soutint que le passage du piqueur ne constituait jamais un délit, le piqueur n'étant qu'un instrument de chasse, de même que la meute dont il faisait partie.

SOREL critique avec juste raison ce motif :

« On ne peut admettre qu'un piqueur, dont la mission est de diriger les chiens, *agisse instinctivement* comme les chiens eux-mêmes, et que l'ardeur de la poursuite du gibier puisse *lui faire oublier les limites de la propriété de son maître*. Or, ce que ce dernier doit faire, il faut que le piqueur le fasse aussi. » (SOREL, *Droit de suite*, op. cit. p. 70).

Aussi, la Cour d'Orléans réforma-t-elle ce jugement par l'arrêt suivant :

« Considérant que la meute de M. de Champgrand conduite à cette chasse, en l'absence de celui-ci, mais sur son ordre, par Paulard, son piqueur, après avoir

lancé la bête dans la forêt de Boulogne, l'a poursuivie sur la propriété du sieur Desfrancs.

« Considérant que le sieur Paulard, suivant les chiens, soit pour les appuyer, soit pour les rabattre, a également traversé à cheval une pièce de bruyère dépendant de la dite propriété.

« Considérant en droit, que si le fait du passage des chiens sur le terrain d'autrui, ne constitue pas nécessairement le délit de chasse, lorsqu'il est indépendant de la volonté du maître, ce fait change de caractère, lorsque le veneur, au lieu de s'arrêter sur la limite de son terrain, viole la propriété d'autrui, en suivant ses chiens ou la trace du gibier ; que, dans ce cas, ce fait seul suffit pour constituer le délit de chasse, surtout lorsqu'il s'agit de chasse à courre.

« Que tel est le sens et l'objet du cinquième paragraphe de l'article 11 de la loi du 3 mai 1844, qui n'a entendu excuser que le fait involontaire du passage des chiens sur le terrain d'autrui et non pas accorder au maître le droit de suivre, soit le gibier, soit les chiens lancés à sa poursuite.

« Considérant, d'autre part, que le piqueur qui conduit les chiens et dirige la chasse, dans l'intérêt ou pour le plaisir du maître, est l'agent principal et le plus actif de la chasse ; que, dans l'exercice de son emploi, il se livre nécessairement à un fait personnel de chasse, et est soumis, dès lors, à toutes les obligations du chasseur..... etc.....

En conséquence, condamne Paulard

Mais, le piqueur n'encourra aucune condamnation, s'il est établi qu'il n'avait pas l'intention de continuer la chasse :

Le 27 janvier 1860, procès-verbal était dressé au piqueur Rouzaud, piqueur d'Arnaud, surpris avec ses chiens sur la propriété du marquis de Portes. Le prévenu renvoyé des fins de la poursuite devant la Cour de Toulouse, le plaignant se pourvut en Cassation.

Le pourvoi fut rejeté « attendu qu'en appréciant, après débats contradictoires, tous les éléments du procès, et déclarant, comme elle l'a fait, que le piqueur *suivait seulement* la meute, la Cour impériale a implicitement déclaré qu'il n'était pas en action de chasse, rejette..... (Cassation 30 novembre 1860, D. 1861-1-500).

La Cour suprême a jugé, en vertu de ce principe, que le piqueur, qui, dans une forêt particulière, sonne de la trompe, non pour rompre, mais *pour appuyer* les chiens et les maintenir dans la « voie » de la bête de chasse, commet un délit. (Cassation 28 janvier 1875, D. 1875-1-331).

Les mêmes règles doivent s'appliquer au veneur, dont le rôle est de décider, sur le rapport des piqueurs, l'animal qui sera lancé : la Cour de Rouen condamnait le 3 février 1905, un veneur et un piqueur qui avaient suivi les chiens sur un terrain réservé, « attendu qu'il n'y a pas eu, comme les prévenus le prétendent, un simple passage spontané des chiens contre la volonté des maîtres de l'équipage qui cherchaient à les retenir, mais acte de chasse effectif réalisé malgré la défense du propriétaire ou de son représentant. » (*Lois et Sports*, octobre 1905, p. 67).

Que décider à l'égard des valets de chiens et valets

de limier, ces auxiliaires accessoires de la chasse à courre ?

On ne saurait les assimiler au piqueur : en effet, les premiers sont préposés à la garde, au soin des chiens ; ils les accompagnent au rendez-vous.

Quant aux derniers, leur rôle consiste à « faire le bois » (2) avec un chien lanceur que l'on appelle « limier ».

Il ne pourrait donc y avoir délit que si le valet de chiens entrait dans le bois d'autrui pour appuyer les chiens, ou si le valet de limier faisait quêter son limier sur la terre du voisin.

(2) *faire le bois* : se dit du valet de chiens, qui, de grand matin, part avec un limier pour détourner l'animal que l'on va chasser.

Section V

**DE L'ATTITUDE DU CHASSEUR
QUI A BLESSÉ UNE PIÈCE DE GIBIER**

Supposons que l'animal lancé, ait été blessé par le chasseur sur sa terre, et que, malgré sa blessure, il parvienne à se traîner sur la propriété limitrophe.

Quelle attitude le chasseur doit-il prendre ?

Tout dépend de l'état de la blessure, répond la jurisprudence.

Le gibier, étant « *res nullius* » par nature, appartient au premier qui s'en empare, par voie d'occupation.

Est-ce à dire qu'une appréhension matérielle soit nécessaire ? Non.

L'appréhension ne résulte pas forcément de la mainmise sur le gibier, mais de tout acte qui le met dans l'impossibilité de s'échapper. (Trib. de Langres, 13 avril 1882. D. 1882-3-95).

Ainsi, si le gibier reçoit un *coup mortel*, à la condition, bien entendu, qu'il ait été donné avant de tomber ou de s'arrêter sur le fonds voisin, l'occupation est suffisante (1).

(1) Voir AUBRY et RAU : *Droit civil français*, 5^e édition, tome II, § 201, p. 362.

Ayant perdu son état de liberté naturelle, il devient la propriété du chasseur; en allant le chercher sur le terrain d'autrui, ce dernier ne fait que prendre ce qui lui appartient.

C'est ce qu'a décidé la Cour de Paris, le 2 décembre 1854 :

« Attendu, dit-elle, que l'article 11 de la loi du 3 mai 1844 ne punit que ceux qui ont chassé sur le terrain d'autrui, sans permission du propriétaire, *et non celui qui*, après avoir accompli le fait de chasse sur son propre terrain, *relève sur celui d'autrui* le gibier qui y est tombé, après avoir été *mortellement blessé*. » (*J. des Chasseurs*, 19^e année, p. 95 ; dans le même sens: Angers, 22 juillet 1898, *Gaz. Trib.* 4 novembre 1898. Bourges, 6 juin 1900, *Gaz. Pal.* 1901-1-261. Amiens, 4 août 1905, D. 1906-5-33.

Il ne saurait en être de même, si le gibier n'était que *légèrement atteint* ; une blessure légère ne met pas le gibier en la puissance du chasseur : il peut encore s'échapper, se réfugier en un endroit inaccessible ou impénétrable, un fourré par exemple ; les chiens peuvent en abandonner ou perdre la piste : mille faits banaux qui se produisent au cours d'une poursuite.

Le chasseur engagerait donc sa responsabilité pénale, si, ayant *blessé légèrement* un sanglier, il l'achevait sur le fonds voisin :

« Attendu que si le chasseur ne commet pas un délit quand il ramasse sur le terrain d'autrui une pièce de gibier tirée sur son terrain, et qui est tombée morte sur le terrain d'un tiers, il en est autrement au cas où le

gibier n'est *que blessé* et où le chasseur tire sur lui pour l'achever sur une propriété qui lui est étrangère. » (Cassat. 28 août 1868, D. 1868-1-509).

Au gibier mortellement blessé, les tribunaux ont assimilé le gibier *forcé par les chiens ou sur ses fins* (1).

Comment apprécier si un gibier est mortellement ou légèrement blessé, forcé ou sur ses fins ?

La question est délicate assurément, car il n'existe aucun criterium décisif ; ici, comme ailleurs, les juges s'inspireront de présomptions et de probabilités. (Trib. civ. Pontoise, 2 février 1905, D. 1905-5-19).

C'est une question de fait : ils se baseront sur la vigueur, sur la nature de l'animal blessé ; ils pourront considérer, par exemple, qu'un lièvre dont la patte ou les reins sont brisés, est touché à mort ; qu'un animal, dont la capture est imminente, est sur ses fins.

« Attendu, dit un jugement de Villefranche, qu'il résulte, soit de l'enquête, soit de tous les documents de la cause, que le lièvre aurait été non seulement poursuivi, mais encore forcé par les chiens de Morel ; que la preuve évidente de ce fait résulte de la facilité et de la promptitude avec lesquelles un chien de berger, celui de Duperret, est parvenu à le saisir ; que dans cette situation, il faut reconnaître que ce gibier ainsi forcé par les chiens de Morel étant dans l'impossibilité d'échapper à ce dernier, *était en conséquence tombé en sa puissance*. » (Tr. Villefranche, 28 mars 1862. S. 1863-1-237).

Dans tous ces cas, le chasseur, en ramassant lui-

(1) Un animal de chasse est « forcé » ou « sur ses fins », lorsque, étant poursuivi par les chiens, il tombe de fatigue, épuisé : sa capture devient alors possible, sans qu'il soit besoin de le tuer avec le fusil.

même son gibier ou en le faisant rapporter par son chien, sera à l'abri de l'action pénale.

Mais il fera bien de s'entourer des précautions nécessaires, et de mettre de son côté toutes les chances d'éviter un procès.

Laissons parler M. VILLEQUEZ (*Droit du chasseur sur le gibier*, op. cit. n° 33, p. 87) :

« Faut-il qu'il entre sans armes, sans chien ? Toute la question est de savoir s'il chasse. Ainsi, s'il entre avec un fusil déchargé, ou même, s'il est encore chargé, il est désarmé, en bandoulière, ou tenu à la main ; bref, le chasseur ne fait pas acte de chasse, n'est pas dans l'attitude d'un homme qui va se servir de son arme : il n'a pas besoin de s'en servir, puisque nous supposons la bête morte. On ne saurait raisonnablement exiger de lui qu'il laisse son fusil à l'entrée du champ, du bois, dans la rosée ou dans la boue, qu'il le porte de telle ou telle manière, et même qu'il le désarme, s'il a encore un coup de chargé »

Que le chasseur écoute de préférence les conseils de M. DE NEYREMAND : « Il fera même sagement d'en enlever les amorces ou les cartouches. » (*Questions sur la chasse*, op. cit. p. 133).

On a donc, à bon droit, refuser de voir un délit de chasse, dans le fait d'un chasseur, qui avait pénétré dans un bois appartenant à un tiers, le fusil déchargé et en bandoulière, pour y rejoindre ses chiens sous la dent desquels était tombé un chevreuil blessé par lui de deux coups de feu sur son terrain, alors surtout qu'il s'était abstenu de les exciter ou de les appuyer. (Cassat. 23 juillet 1869, 1869-1-536. Dans le même sens : Limoges, 5 février 1848, S. 1848-2-152).

Il n'y a pas davantage délit, si le chasseur se fait accompagner de son chien : « décider le contraire, serait d'abord demander l'impossible. Comment le chasseur, dans un pareil moment, quand il entre lui-même, ferait-il rester son chien sur la limite de la propriété qu'il franchit ? » (VILLEQUEZ : *du droit du chasseur sur le gibier*, op. cit. p. 89).

Section VI

A QUI INCOMBE LA CHARGE DE LA PREUVE ?

Nous avons étudié à quelles conditions le chasseur pouvait échapper à la condamnation prévue par l'article 11 § 5, mais nous ne nous sommes pas demandé à qui incombait la charge de la preuve.

Au maître des chiens ou au propriétaire foncier ?

Pour y répondre, il convient d'envisager la manière dont s'exerce la poursuite du gibier.

1^{er} aspect : Les chiens chassent seuls, non accompagnés.

2^e aspect : Les chiens se trouvent sous la direction effective de leur maître, à l'occasion d'une partie de chasse.

Dans le premier cas, ce serait, comme dans le droit commun, à la partie civile ou au ministère public, à démontrer le fait matériel, et de la poursuite, et de l'acte de participation imputable au chasseur.

Décidera-t-on de même dans la deuxième hypothèse, qui est celle envisagée dans l'article 11 § 5 ?

Il ne faut pas perdre de vue que la loi de 1844 permet au propriétaire de la meute de se soustraire à toute peine, s'il a lancé l'animal sur un terrain où il a le droit de chasse, et s'il a été dans l'impossibilité de rompre ses chiens, ou de les rappeler.

En s'exprimant de la sorte, le législateur a entendu établir une *présomption de délit*.

C'est donc au chasseur, désireux de se voir accorder l'excuse, à faire tomber cette présomption : c'est à celui qui invoque le bénéfice d'une exception légale, à rapporter la preuve des faits justificatifs de cette exception : « Reus in excipiendo fit actor ».

Le tribunal de Rennes en a ainsi décidé : « attendu que c'est à lui, pour détruire la présomption de faute qui pèse contre lui, à prouver » (Rennes, 22 mai 1891, D. 1892-2-276).

« Attendu, dit encore un arrêt de la Cour de Limoges, qu'il appartiendrait dès lors aux prévenus, de rapporter la preuve complète qu'ils se trouvaient dans le cas d'excuse de l'article précité (art. 11 § 5), dont ils invoquent le bénéfice » (Limoges, 26 juin 1902, D. 1902-2-412. Dans le même sens^e: Caen, 26 janvier 1870, D. 1870-2-57. Cassat. 7 décembre 1872, D. 1873-1-476. Amiens, 21 février 1878 et sur le pourvoi. Req. 26 juillet 1878, D. 1879-1-142. Cassat. 11 mai 1883, D. 1883-5-57).

La jurisprudence est constante, et, seule à notre connaissance, fait tache parmi les arrêts et jugements nombreux rendus sur la question de preuve en matière du droit de suite, une décision de la Cour d'Alger, mettant à la charge du poursuivant, l'obligation d'établir les faits constitutifs du délit :

« Attendu que, s'il est établi par les débats et par l'information, que les chiens courants de Dupuy ont parcouru en chassant la propriété de Menet à Birmandreis, il n'est nullement démontré, ni que ces chiens aient été lancés par Dupuy sur cette propriété et employés par lui à la poursuite du lièvre qui s'y était levé, ni même que Dupuy ait été véritablement à ce moment en action de chasse » (Alger, 23 février 1895, D. 1896-1-236).

CHAPITRE II

La Responsabilité Civile.

Ce serait une erreur de penser que le chasseur, qui se soustrait à la sanction de la loi pénale du fait du passage des chiens courants, ne peut plus être inquiété.

Sans doute, le texte de l'article 11 § 5 permet aux tribunaux de fermer les yeux quand il s'agit d'appliquer la loi pénale, mais il laisse toujours ouvert l'exercice de l'action civile, à raison du dommage causé.

L'art. 11 § 5 *in fine* dit : « sauf l'action civile, s'il y a lieu ».

La question du passage soulève donc deux questions de responsabilités, parfaitement distinctes : l'une, pénale, qui a fait l'objet de notre chapitre premier ; l'autre, civile, qui n'est autre que l'action « ob noxam » des Romains, et se traduit par une condamnation pécuniaire en dommages-intérêts.

Ainsi, trois hypothèses pourront se présenter à l'occasion de la poursuite du gibier :

1^{re} *hypothèse* : L'excuse est repoussée, par suite du défaut de concours de toutes les conditions imposées par la loi, mais aucun dommage n'a été causé.

Seule l'action pénale jouera.

2° *hypothèse* : Le juge reconnaît qu'il n'y a pas délit, mais le propriétaire du terrain où les chiens ont passé, prétend qu'il a subi un préjudice.

L'action civile lui sera accordée.

3° *hypothèse* : Le prévenu a appuyé ses chiens : le délit est incontestable ; d'autre part, la poursuite a occasionné des dégâts.

Ici, les deux actions s'exerceront cumulativement.

Le maître des chiens répondra-t-il toujours et dans tous les cas des conséquences préjudiciables du passage des chiens, même en l'absence de toute faute, ou, au contraire, n'en répondra-t-il qu'autant qu'une faute lui sera imputable ?

A quelles conditions et dans quelle mesure cette responsabilité civile est-elle engagée ? Quelles en sont la source et la nature ?

Nous diviserons cette matière en trois sections :

1°) Responsabilité du fait du personnel du maître d'équipage.

2°) Responsabilité du fait des animaux employés pour la chasse.

3°) Responsabilité du fait du gibier poursuivi.

Section I

**RESPONSABILITÉ DU FAIT DU PERSONNEL
DU MAÎTRE D'ÉQUIPAGE.**

Il se pourrait que le piqueur, en pénétrant sur le terrain d'autrui, serait-ce même pour reprendre les chiens lancés à la poursuite d'un gibier, y ait causé un dommage ou commis des dégâts.

Le maître de l'équipage en sera-t-il civilement responsable ?

Oui assurément, au même titre que les maîtres vis à vis de leurs domestiques, en vertu de l'article 1384 du code civil :

« On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde..... Le maître et les commettants du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés »

Se référant à cet article, la Cour de Cassation jugeait le 7 décembre 1872, que le maître d'équipage devait répondre des condamnations civiles prononcées contre son piqueur. (*J. Palais*, 1873, p. 189).

Dans une espèce plus récente, le propriétaire d'une forêt se plaignait que le 22 avril 1924, le piqueur Lefort,

au service de l'équipage de Rallye-Bonnelles, avait, au cours d'une chasse, pénétré à la suite de la meute sur son domaine, bien que ce fût pour rompre les chiens, et réclamait 1.000 francs de dommages-intérêts au maître d'équipage qui avait sous ses ordres le piqueur Lefort. (Tr. correct. de Rambouillet, 9 février 1925, *Gaz. Palais* 1925-1-753. Dans le même sens : Cour de Paris, 7 mai 1925, *Gaz. Pal.* 1926-1-327).

Mais, bien entendu, le maître d'équipage ne peut être actionné, que dans le cas où le piqueur a agi dans l'exercice de ses fonctions.

Section II

**RESPONSABILITÉ DU FAIT DES ANIMAUX
EMPLOYÉS A LA CHASSE.**

C'est bien là l'hypothèse où le passage entraîne le plus fréquemment la responsabilité civile du chasseur.

On conçoit l'importance que peuvent atteindre les dégâts causés par des chiens courants, et, s'il s'agit d'une chasse à courre, par la meute et les chevaux du maître d'équipage.

Ce dernier en est responsable aux termes de l'article 1385 du C. C. : « le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. »

Cette règle est applicable, toutes les fois que les chiens ou les chevaux ont commis quelques méfaits sur leur passage.

Les indemnités seront évidemment proportionnées au dommage.

SOREL cite un jugement du tribunal correctionnel de Saint-Dié du 4 août 1862, basant cette responsabilité sur l'article 1385 C. C. :

« Attendu, en ce qui concerne le chef des conclusions relatif aux *dommages-intérêts*, qu'aux termes de l'ar-

ticle 1385 du code Napoléon, le propriétaire d'un animal est responsable du dommage que cet animal a causé, soit qu'il fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé ; qu'il est certain et hors de doute pour quiconque connaît la chasse, que des chiens courants en chassant en forêt, surtout pendant la clôture de la chasse, causent toujours un dommage, que fréquemment ils parviennent à atteindre le gibier, surtout les petits levrauts, et les petits faons et les détruisent ; que souvent ils forcent les chevreuils et les font périr ; qu'il arrive encore que, dans certains moments, en soumettant la femelle d'une pièce de gibier à une poursuite prolongée, ils la font avorter ; que tout au moins, ils lui font abandonner le canton et quelquefois même la forêt où elle avait son gîte habituel ; qu'il est reconnu qu'un lièvre, comme un chevreuil, qui fréquemment, est chassé par des chiens courants, ou qui seulement est violemment et longuement poursuivi par eux, ne revient plus à l'endroit où il se tenait ordinairement ; qu'il est donc bien évident que des chiens courants, en chassant, éloignent le gibier d'une forêt, nuisent à sa reproduction et causent toujours un dommage appréciable au propriétaire ou au fermier de la chasse.

Attendu qu'il est établi par un procès-verbal régulier, dont les énonciations n'ont pas été détruites par la preuve contraire, que le 6 avril, les chiens courants du prévenu ont été vus et entendus chassant un chevreuil dans la forêt domaniale de Champ ; qu'il est résulté de ce fait pour le propriétaire du domaine, un *préjudice*, dont il lui est dû réparation et dont l'importance peut être fixée à vingt francs .. » SOREL : du droit de suite, op. cit, p. 48).

Ainsi, la fixation des dommages-intérêts est abandonnée à la conscience du juge. (1)

M. BOULEN (2) a prétendu qu'ils avaient pour but de compenser le préjudice résultant de la perte du gibier.

Il s'appuie sur des jugements et arrêts fixant la quotité de ces dommages-intérêts d'après le *nombre* et la *nature* du gibier détruit.

Son opinion peut se résumer : si les chiens prennent un lièvre sur le terrain d'autrui, l'indemnité doit correspondre à la valeur de ce lièvre.

Faut-il le dire, M. Boulén soutient cette idée, bien moins pour définir la responsabilité civile du maître des chiens, que pour étayer une théorie qui lui est chère, théorie de l'accession que nous exposerons plus loin, et d'après laquelle le gibier appartient au propriétaire du sol sur lequel il vit.

Nous n'aurons pas de peine à réfuter l'idée que les dommages-intérêts sont la représentation du gibier capturé : en effet, ces dommages sont accordés, lors même qu'aucune pièce de gibier n'a été détruite, et c'est à l'article 1382 du code civil, que les tribunaux font appel à chaque instant pour les motiver.

La responsabilité civile du chasseur ne repose pas sur le gibier pris, mais sur le préjudice souffert par le propriétaire du fonds.

Comment ce préjudice s'analyse-t-il ?

En une foule d'éléments : dégâts aux récoltes, aux

(1) Loi du 3 mai 1844, art. 16: « Dans tous les cas, la quotité des dommages-intérêts est laissée à l'appréciation des tribunaux ».

(2) BOULEN: Le droit de chasse et la propriété du gibier en France, p. 275.

semis ; trouble apporté à la jouissance d'autrui, dépenses faites pour l'exercice du droit de chasse, privation des avantages ou du plaisir que la poursuite du gibier disparu ou effarouché pouvait procurer au propriétaire voisin etc

C'est là le préjudice dont il est dû réparation.

Peu importe son importance ; peu importe que les dégâts soient insignifiants, voire inappréciables.

Le dommage moral suffit : l'action civile sera toujours recevable.

Section III

RESPONSABILITÉ DU FAIT DU GIBIER POURSUIVI.

Le chasseur peut enfin être tenu de répondre des dommages causés par le gibier poursuivi.

Certes, cette hypothèse ne se présente que bien rarement dans la chasse ordinaire, la chasse au lièvre, par exemple.

Mais il en est tout différemment dans la chasse à courre, cette chasse, que pratiquent seuls quelques rares privilégiés de la fortune, où l'on poursuit la grosse bête, tel que cerfs, chevreuils, en vue de leur capture.

Les dégâts matériels, qu'un gibier de cette espèce laisse sur son chemin, sont parfois d'une grande importance : sans aucun doute, ils engagent la responsabilité civile du maître d'équipage.

Quelle en est la nature ?

On ne peut songer ici à l'article 1385 du code civil : cet article, en effet, ne concerne que les animaux domestiques, ou ceux appartenant au chasseur :

« La responsabilité de l'article 1385 du c. c. s'applique à propos de tous les animaux dont on peut être propriétaire, animaux domestiques, animaux féroces d'une ménagerie, et animaux qui, bien que vivant en état de liberté, sont cependant l'objet d'un droit de propriété

comme immeubles par destination, pigeons des colombiers, lapins de garennes, abeilles.

« Si en revanche, il s'agit de dommages causés par des animaux entièrement sauvages, comme le gibier, le propriétaire du terrain où ils vivent ne saurait être responsable à raison de l'article 1385. » (COLIN et CAPITANT, *Cours élémentaire de droit civil*, 3^e édition, tome II, p. 398).

L'article 1385 du Code civil trouverait son application, si nous admettions, comme VILLEQUEZ (1), que le chasseur a un droit de propriété sur le gibier, dès qu'il le lève.

D'après cet éminent auteur, ce droit, en germe d'abord, se développerait au fur et à mesure que l'animal poursuivi est plus près de succomber, pour se compléter à ce moment-là (2).

Il invoque, pour soutenir sa thèse, que le chasseur qui a employé son temps et sa peine à chercher, lancer et suivre une bête avec ses chiens, a plus de droit sur elle, que celui qui ne la chasse pas.

Ces raisons ne nous paraissent pas convaincantes : dire, qu'en toutes circonstances, le gibier est en la puissance du maître des chiens, est, à notre avis, créer un droit de préférence au profit de ce dernier : rien ne le justifie.

Au surplus, la jurisprudence s'est orientée dans un

(1) VILLEQUEZ : Du droit du chasseur sur le gibier, op. cit. p. 137 et suiv.

(2) On peut citer dans ce sens un jugement du tribunal de Château-Chinon du 30 août 1878 (D. 1880-1-121) et un jugement du tribunal de Château-Thierry du 22 mars 1877 (*Le Droit*, 4 avril 1877).

sens différent : elle admet, d'une manière plus restrictive, comme selon nous, que le chasseur a un droit sur la bête de chasse, dans le cas seulement où cette dernière est mortellement blessée, forcée ou sur ses fins.

C'est donc encore aux articles 1382 et 1383 du Code civil qu'il faut nous adresser, pour motiver les dommages-intérêts.

Si le gibier a causé des dégâts sur son chemin, c'est bien par le fait de la poursuite : le chasseur en est moralement responsable.

Le prévenu ne pourrait arguer du *cas accidentel*, ou soutenir qu'il lui était impossible d'éviter le dommage qu'on lui reproche, par des précautions dont l'omission puisse être taxée d'imprudence ou de négligence.

Une espèce, non dépourvue d'originalité, nous offre un exemple de cette responsabilité :

Un cerf, poursuivi par des chiens au cours d'une chasse à courre, était tombé du haut d'une falaise dans la cour d'une habitation particulière : l'un des occupants conçut de cette chute inattendue une frayeur telle, que sa santé en demeura ébranlée. La Cour de Rouen a décidé qu'il y avait dommage causé, et que ce dommage était le résultat de la poursuite.

« Attendu que le fait de chasse, dans les conditions mêmes de son exercice le plus licite, n'en oblige pas moins à la réparation des dommages dont il devient la cause ou l'occasion ;

Attendu que les sieurs Reiset et Leduc étaient dans l'exercice légitime de leur droit, le 17 novembre 1849, en chassant à courre dans la forêt de Roumare ;

Mais, attendu que le cerf lancé par eux s'est précipité

du haut de la forêt de Dieppedalle et que les chiens de la meute, au nombre de dix, l'ont suivi dans cette chute ; que ces animaux sont ainsi tombés d'une hauteur de 60 mètres dans la cour de la maison occupée par les époux Roussel, que la jeune Armandine-Louise Roussel, présente à cette scène, a été frappée d'une terreur telle que sa santé en est demeurée depuis altérée, et qu'elle a été obligée de recourir aux soins d'un médecin, qu'il y a donc eu dommage causé et que ce dommage est le résultat de la chasse à courre dirigée par les sieurs Reiset et Leduc.

« Attendu que ces messieurs ont spontanément offert et donné 200 francs aux parents de la jeune fille pour subvenir aux premiers soins qui lui étaient nécessaires ; que, depuis lors, ils ont offert une autre somme de 400 francs que les époux Roussel ont refusée ;

Attendu qu'il résulte des faits et documents de la cause, que cette somme de 400 francs était la réparation équitable et nécessaire, mais suffisante, du dommage causé, la Cour condamne solidairement les sieurs Reiset et Leduc à payer au sieur Roussel la somme de 400 francs à titre de dommages-intérêts. » (Rouen, 12 août 1851, D. 1852-1-286).

CHAPITRE III

Dangers auxquels s'expose le chasseur en usant de la tolérance de l'art. 11 § 5

La loi fait un devoir et même une obligation au maître des chiens courants, d'arrêter la chasse quand elle s'engage sur le terrain d'autrui.

Si nous supposons qu'il ne l'ait pas fait, ou qu'il n'ait pu y parvenir, ne va-t-il pas s'exposer à des représailles de la part de son voisin ?

Ce dernier aura-t-il le droit d'interdire l'accès de sa propriété, de rompre les chiens ?

Pourra-t-il s'approprier le gibier poursuivi ?

Son droit s'étendra-t-il jusqu'à celui de garder, de tuer les chiens ?

Autant de questions que nous allons analyser.

I

Et tout d'abord, le propriétaire peut-il interdire au chasseur, aux chiens, de fouler le sol de sa propriété ?

Cette question ne présente pas de difficulté, quand il s'agit d'un parc clos ; en ce cas, il y a escalade ou bris de clôture.

Lorsque, au contraire, elle se pose à l'égard d'un champ ouvert, le doute est permis.

L'hésitation naît, du fait que le législateur n'a pas reconnu en termes exprès « le jus prohibendi » : mais est-ce là une raison suffisante ?

Nous ne voyons pas pourquoi ce droit serait refusé au propriétaire du fonds (1).

« En principe, disent MM. Colin et Capitant, un propriétaire a le droit évident de refuser à autrui la faculté de passer par le fonds qui lui appartient ou par le dessous ou par le dessus de ce fonds. » (*Droit civil élémentaire*, 1^{er} vol. p. 755).

Peu importe que la terre soit nue et qu'aucun dommage n'y puisse être causé ; le propriétaire peut toujours dire : Ma terre m'appartient et je défends que votre meute y passe.

Le législateur n'a-t-il pas, d'autre part, entendu consacrer implicitement ce droit, puisqu'il a prévu le cas particulier de l'enclave, qui autorise le propriétaire enclavé à passer sur les terres environnantes ? Ne doit-on pas en conclure qu'en dehors de ce cas bien déterminé, ce droit lui appartient (1) ?

II. — Peut-il s'approprier le gibier poursuivi ?

Mais là où la difficulté grandit, c'est dans l'hypo-

(1) Contra : J.-J. VERZIER: La Chasse, son organisation technique, juridique, économique et sociale. Les Associations communales de chasse. *Thèse Lyon*, 1926, p. 47 note 13.

thèse où le chasseur a blessé une pièce de gibier qui est allée mourir sur le terrain d'autrui.

Les tribunaux lui permettent, en effet, de la ramasser, sans commettre de délit.

Comment ce droit se concilie-t-il avec celui, reconnu au propriétaire du fonds, d'en interdire l'accès ?

La contradiction entre ces deux formules est plus apparente que réelle. Le propriétaire peut bien défendre l'entrée de son domaine, mais il est tenu de restituer le gibier mort à celui qui l'a acquis par voie d'occupation.

Le chasseur, en effet, a un droit de propriété sur le gibier tué, mortellement blessé ou sur ses fins.

Dès l'instant où le gibier perd son état de liberté naturelle, il devient « *res propria* » : il est la chose du chasseur.

Le propriétaire qui l'en dépouillerait, s'exposerait à une action civile en restitution ou en dommages-intérêts : bien plus, il serait passible de poursuites correctionnelles, et répréhensible comme *voleur*. (2) (Dijon, 7 décembre 1910 : S. 1911-2-68).

« Il est bien entendu, dit SOREL, que le propriétaire du terrain sur lequel le gibier est tombé mortellement frappé, a le droit d'empêcher le chasseur d'entrer sur ce terrain, même pour y prendre ce gibier ; mais s'il se refuse à restituer la pièce tuée, il s'exposera à une action en dommages-intérêts, ou, à tout le moins, à payer la valeur de cette pièce. » (*Du droit de suite et de la propriété du gibier*, op. cit. p. 77).

« En agissant ainsi, dit avec raison VILLEQUEZ, il prive

(2) Il y a bien soustraction frauduleuse de la chose d'autrui, au sens de l'article 379 C. p.

aussi bien le chasseur propriétaire du gibier, de l'exercice de son droit que s'il s'en emparait, et tout propriétaire peut faire valoir son droit. Le propriétaire du sol n'aurait pas plus le droit de garder mon gibier sur son terrain que toute autre chose m'appartenant ; je le revendique, il faut bien me le rendre. Si le vent avait emporté mon chapeau sur votre terrain, vous pourriez m'empêcher d'y entrer pour le prendre : pourriez-vous pour autant vous dispenser de me le rendre en le laissant sur place ? » (*Du droit du chasseur sur le gibier*, op. cit., n° 51).

Si le gibier n'était que légèrement atteint, incontestablement le propriétaire du fonds pourrait arrêter ou rompre les chiens, dans le but de s'emparer, par tous les moyens possibles, de l'animal de chasse qu'ils y ont amené.

Un acte de ce genre blesse peut-être les convenances, nous n'en disconvenons pas ; mais il ne va à l'encontre d'aucune prescription légale, d'aucun texte.

Il serait illicite, si nous admettions comme VILLEQUEZ, que la poursuite du gibier crée un commencement d'occupation.

Or, nous avons repoussé, sans hésitation, cette théorie : si elle est construite avec beaucoup d'habileté, elle ne manque pas moins d'assise juridique.

Tout au plus, pouvons-nous regretter, en cette matière, le désaccord du droit et de la politesse.

III. — *Peut-il garder les chiens ?*

Ce droit lui appartient sans aucun doute : Il pourra les garder jusqu'à ce qu'ils soient réclamés, et il ne sera tenu de les rendre qu'après avoir été remboursé des dé-

pensées que lui aura causées la garde, par application de la règle d'après laquelle le possesseur de bonne foi peut retenir la chose possédée, jusqu'au remboursement des dépenses faites pour sa conservation. (Tr. correct. d'Orange, 23 mars 1893 : D. 1893-2-325).

Un jugement du tribunal de Rennes résume fidèlement l'ensemble des décisions jurisprudentielles à cet égard : « Attendu, qu'il est encore de principe que le propriétaire d'un bois qui rencontre dans ce bois des chiens sans maître à la poursuite de son gibier, a le droit de les arrêter, de les appréhender et de les garder en fourrière jusqu'à ce qu'ils aient été réclamés par leur maître.

« Attendu, qu'on conçoit facilement, en effet, quel grave préjudice peuvent causer au gibier des chiens errants à longues journées, dans une forêt ; que, sans compter les petits pris et dévorés, les avortements occasionnés par des courses forcées, ces chasses incessantes auraient pour conséquence l'éloignement de la forêt de ses hôtes habituels ; *que le droit pour le propriétaire de la forêt de capturer les chiens est donc constant.* » (Rennes, 22 mai 1891, D. 1892-2-276).

Mais il a été jugé, d'autre part, que le propriétaire ne peut saisir et mettre en fourrière des chiens portant un collier au nom de leur maître. (Tr. de Châteauroux, 14 mars 1888 : *Le Droit* du 15 avril 1888).

IV. — *Peut-il tuer les chiens ?*

Se porter à une pareille extrémité serait excessif.

« Ce procédé, aussi stupide que cruel, qui pourrait

donner lieu à de déplorables représailles, constituerait la contravention prévue par l'article 479 § 1 du code pénal. » (DE NEYREMAND : *Questions sur la chasse*, op. cit. p. 115).

Cet article punit, en effet, d'une amende de 11 à 15 francs « ceux qui, hors les cas prévus depuis l'article 434 jusques et y compris l'article 462, auront volontairement causé du dommage aux propriétés mobilières d'autrui. »

Une jurisprudence constante décide que la destruction d'un chien entraîne l'application de l'article 471 § 9 C. p. (Cassat. 17 décembre 1864, D. 1865-1-192 ; Cassat, 17 novembre 1865 : D. 1866-1-95 et 7 juillet 1871 : D. 1871-1-272 ; Compiègne, 4 décembre 1879 : *Le Droit* des 15 et 16 décembre 1879.

Mais le fait de tuer ne constituerait pas un délit, s'il était établi qu'il y avait *nécessité* (2). L'état de nécessité, au point de vue pénal, repose sur l'idée de contrainte morale (art. 64, c. p.) : on agit dans un sentiment de crainte, de peur, pour se soustraire à un danger imminent (3).

Ce serait donc donner au mot nécessité une interprétation abusive, que d'autoriser le meurtre du chien qui prend un lapin dans le bois d'autrui.

Le tribunal de Rambouillet a cependant jugé le contraire :

« Attendu, dit-il notamment, qu'il résulte des documents de la cause que Kirkem, depuis longtemps avait à se plaindre des ravages exercés dans la forêt par

(2) L'article 479 § 1^{er} du code pénal ne prévoit pas l'état de nécessité, comme le font au contraire les articles 451 à 453.

(3) Voir R. Garraud : *Précis de droit criminel*, 14^e édition revue et corrigée avec la collaboration de P. Garraud, p. 266.

un chien dont la robe répondait à celle du chien du demandeur ; qu'au moment où cet animal a été tué, il venait de commettre un délit dans le bois et qu'en conséquence, *la nécessité est suffisamment démontrée.* » (Tr. Rambouillet 12 février 1869, cité par Sorcl : *Du droit de suite*, op. cit., p. 67).

A l'état de nécessité, il faut ajouter le cas de *légitime défense* (art. 328, c. p.) (4) : Si le chien cherchait à mordre, il est certain que le propriétaire, exposé à un danger actuel, inévitable, n'aurait rien à se reprocher en le tuant. (Tr. civ. du Vigan, 20 mai 1892, D. 1893-2-37 ; Cr. r., 4 novembre 1899, D. 1901-1-375).

N'y a-t-il pas quelque chose de vexatoire pour un propriétaire de voir arriver fréquemment sur sa propriété, des chiens à la poursuite d'un gibier lancé sur un terrain où ils avaient le droit de chasse ?

Il peut avec raison estimer que le chasseur exerce là une véritable profession et agit dans l'intention de nuire, commettant ainsi un abus de droit, alors que le passage n'est admis qu'à titre de pure tolérance.

Dans ce cas, le propriétaire du terrain fera bien de le prévenir que si le fait se renouvelait, il considérerait

(4) En vérité les deux hypothèses sont bien près l'une de l'autre.

Cependant, alors que la légitime défense justifie le délit, l'état de nécessité ne constitue qu'une simple cause de non culpabilité.

« La légitime défense donne à l'inculpé le droit de faire l'acte : il n'est donc responsable de cet acte, ni au point de vue pénal, ni au point de vue civil ; on ne peut pas plus le punir qu'exiger de lui des dommages-intérêts.

La contrainte, au contraire, ne donne pas le droit de faire l'acte : il peut subsister, par conséquent, malgré la contrainte, une certaine responsabilité à la charge de l'agent. »

(R. Garraud. Précis de droit criminel, op. cit. p. 274)

qu'il use de cette tolérance, non pas indépendamment de sa volonté, mais bien volontairement ; et nul doute qu'en cette circonstance, le juge ne se montre particulièrement sévère.

V. — *Peut-il semer des boulettes empoisonnées dans le but d'empêcher les chiens d'entrer ?*

Pas davantage, à moins qu'il y ait nécessité ; sinon, il tomberait sous l'application de l'article 479 § 1 du code pénal.

C'est ainsi qu'en a décidé un jugement du juge de Paix d'Attichy du 5 avril 1873, « attendu que le chien est un animal domestique, et que nul, sauf le propriétaire, n'est autorisé, même sur son terrain, à tuer ou à empoisonner sans nécessité ».

Sur appel, le tribunal de Compiègne confirma cette décision « attendu que s'il est vrai qu'un propriétaire a le droit de faire chez soi ce que bon lui semble, c'est à la condition *de ne point nuire à autrui* : que d'après une tolérance que justifient suffisamment les relations de voisinage, il est admis partout qu'on puisse traverser avec ou sans chiens, les propriétés boisées ou non qui ne sont pas closes, sauf à devenir responsable du préjudice appréciable pouvant résulter de ce passage. » (tr. de Compiègne du 3 juin 1873. D. 1874-3-88).

Sans doute, il est permis, et encore sous réserve d'autorisation et des mesures particulières à prendre, de répandre de la strychnine, par exemple, à l'effet de tuer les bêtes puantes, tels que renards ou loups, mais on ne saurait s'autoriser de cette disposition, pour l'étendre aux chiens courants.

Toutefois, aucune faute n'est imputable à celui qui dépose des amorces sur son terrain après la clôture de la chasse, dans l'intention manifeste d'y détruire les animaux nuisibles ; le propriétaire, dont les chiens auront été empoisonnés, n'aura à s'en prendre qu'à lui-même : le fait de laisser les chiens errer dans les bois, pendant le temps de fermeture, est une négligence.

Jusqu'à présent, nous avons envisagé l'hypothèse des chiens qui sont surpris sur un terrain ouvert : voyons maintenant quel est le droit du propriétaire, lorsqu'ils pénètrent dans un parc clos, une garenne par exemple.

Dans une garenne, vivent des lapins, des animaux sauvages : en ce cas, ils sont l'objet d'une appropriation privée (5) ; ils ne sont plus « *res nullius* » et appartiennent au propriétaire de la garenne qui peut les protéger, même par la force, contre les atteintes d'autrui. Mais celui qui tuera ou blessera un chien dans ces conditions, devra-t-il encore prouver qu'il était en droit de le faire.

« Attendu, dit un jugement du juge de Paix de Marly-le-Roi du 9 novembre 1864, que le fait de tuer volontairement sur son terrain un animal domestique, tel qu'un chien appartenant à autrui, ne peut se justifier que par la nécessité, c'est-à-dire, par le besoin actuel de la légitime défense ou par l'imminence du péril auquel peuvent être exposés les hommes et même les animaux » (cité par Sorel. *Du droit de suite*, op. cit., p. 137-138).

Tout dépendra des circonstances : le droit de détruire les chiens devra être admis plus volontiers si l'enclos est d'une étendue assez restreinte, pour que le gibier

(5) L'article 564 du Code civil, considère que tout propriétaire d'une garenne est propriétaire des lapins qui l'habitent.

puisse y être appréhendé sans difficulté, et soit par suite réellement en la possession du propriétaire.

Il a même été décidé qu'il n'y a pas à justifier d'un préjudice actuel appréciable, pour tuer les chiens qui, même contre la volonté de leur maître, s'introduisent dans un parc et le parcourent plusieurs fois en tous sens.

Il faut ajouter, il est vrai, que le propriétaire avait averti le maître des chiens qu'il les tuerait, s'il les laissait encore pénétrer chez lui. (Tr. civ. de Loches, du 19 juin 1885 : *Le Droit* du 2 août 1885. — Dans le même sens : Bordeaux 4 mars 1879, D. 1880-2-163).

Tels sont les dangers auxquels s'expose celui qui use de la tolérance de l'article 11 § 5 de la loi de 1844, les droits d'entrave à la poursuite par les chiens, que la jurisprudence reconnaît au propriétaire, droits enfermés dans des limites assez précises :

Droit d'interdire l'accès de la propriété ; droit de rompre, d'arrêter, de garder les chiens, indiscutables.

Droit de s'emparer du gibier, variant selon que l'animal chassé conserve ou perd sa qualité de « res nullius ».

Droit de tuer les chiens, subordonné au cas de nécessité ou de légitime défense : questions de fait, en définitive, qu'il appartient aux tribunaux de trancher, en s'inspirant des circonstances de la cause.

TROISIÈME PARTIE

Autres aspects du droit
de suite.

CHAPITRE I

Que deviendrait la question du droit de suite avec la théorie du gibier « res propria » ?

La doctrine et la jurisprudence sont unanimes à reconnaître que la « res nullius » constitue le statut juridique du gibier.

Nous avons eu l'occasion de montrer les conséquences de cette idée sur le droit du chasseur à poursuivre et capturer sur la propriété d'autrui, une pièce de gibier qu'il a blessée mortellement sur son terrain.

La théorie du gibier « res nullius » rencontre cependant de nombreux détracteurs (1) : le gibier, n'appartenant à personne, disent-ils, ne trouve de ce fait aucun défenseur, aucune protection, que seule la théorie « res propria » lui peut assurer.

(1) CHARLES BOULEN. — *Le droit de chasse et la propriété du gibier en France*, édit. 1887. Cet ouvrage est un long plaidoyer en faveur du gibier « res propria ».

J. J. VERZIER. — *La chasse*, op. cit.

Le gibier appartiendrait par voie d'accession (2) au propriétaire du sol sur lequel il se trouve ; ce dernier aurait sur lui un véritable droit de propriété.

Au fait, cette idée a été déjà consacrée pour le gibier vivant dans un parc-clos : personne ne l'a jamais contestée.

Pourquoi, soutiennent ses défenseurs, ne l'étendrait-on pas à tout le gibier en général, sans distinguer entre celui qui vit sur un terrain clos et celui qui parcourt les champs ?

Bien que nous n'ayons pas à examiner ici la portée des arguments avancés par les partisans de la « *res propria* », nous sera-t-il permis de dire que nous trouvons étrange une propriété si mobile dans son objet, et susceptible de changer à chaque instant de propriétaire, *sans que celui-ci puisse seulement s'en douter* ?

Notre rôle est tout autre : nous devons rechercher comment se comporterait le droit de suite, si une législation venait proclamer la « *res propria* ».

Le gibier, appartenant au propriétaire du sol, changerait plusieurs fois de maître, le même jour, la même minute.

Supposons donc qu'une meute lève sur un terrain

(2) Qu'est-ce que l'accession ? C'est « le droit en vertu duquel le propriétaire d'une chose acquiert la propriété de tout ce qui s'unit ou s'incorpore à sa chose, soit naturellement, soit artificiellement. » (Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 1925. I., 7.)

Avec la théorie « *res propria* », le gibier deviendrait « *pars fundi* », par *accession*, et non par *destination* : en effet, pour qu'un animal puisse être classé parmi les immeubles par destination, il faut qu'il ait été placé par le propriétaire, « pour le service et l'exploitation du fonds » (art. 524 c. c.).

où son maître a le droit de chasse, un animal sauvage quelconque.

Par application de la règle nouvelle, il lui appartient; un tiers ne peut s'en emparer, sans s'exposer à être condamné comme voleur.

Mais qu'arrivera-t-il, si emportés par l'instinct, les chiens franchissent les limites de la chasse, et continuent, au delà, leur poursuite ?

Ce lièvre qu'ils ont levé, est la propriété du chasseur, tant qu'il reste sur sa terre : pourront-ils le suivre sur le terrain voisin ?

Evidemment non, puisque dès l'instant où il change de domaine, il change de maître ; il appartient dès à présent au propriétaire du fonds sur lequel les chiens l'ont amené

La poursuite devra donc s'arrêter, de même qu'avec la théorie « *res nullius* », aux confins des deux propriétés.

Il est fort probable d'ailleurs, si un jour le législateur substituait la « *res propria* » à la « *res nullius* », qu'une excuse serait admise en faveur du passage des chiens courants, comme dans la théorie actuelle.

Quoi qu'il en soit, les conséquences normales qui en résulteraient nous paraissent être les suivantes :

Un étranger pourrait s'emparer du gibier poursuivi sur son terrain par les chiens de son voisin ; et, d'autre part, il faudrait refuser au chasseur qui a blessé mortellement une pièce de gibier, le droit de la ramasser sur la terre contiguë où elle est allée mourir.

Nous nous trouverions ainsi placés sous un régime qui se rapprocherait singulièrement de la législation d'Alsace-Lorraine que nous allons maintenant étudier.

CHAPITRE II

Le droit de suite en Alsace-Lorraine.

Depuis son annexion en 1871, jusqu'en 1881, la police de la chasse en Alsace-Lorraine est restée soumise à la loi française du 3 mai 1844, bien qu'une loi du 3 août 1871 y soit venue apporter quelques modifications, par l'introduction du code pénal allemand.

Le droit de chasse y était encore considéré comme une dépendance du droit de propriété, et le droit de suite obéit pendant cette période aux mêmes règles qu'en France.

Mais dès 1879, la délégation d'Alsace-Lorraine soumettait un projet de loi, qui, très proche de la loi prussienne, restreignait l'exercice du droit de chasse, en autorisant les communes à se substituer aux propriétaires de parcelles d'une faible contenance et à louer les dites parcelles. (1)

Ce projet devint la loi du 7 février 1881 : cette loi, toujours en vigueur, n'accorde au propriétaire la jouissance personnelle du droit de chasse que sur les pro-

(1) Saint-Hubert Club Illustré 1^{er} avril 1927, p. 85.

La chasse régionale (Janvier 1927 n° 19).

priétés ayant une étendue de 25 hectares d'un seul tènement.

Pour ces propriétés, l'exercice de la chasse appartient à la commune qui loue la chasse par adjudication publique ; le produit de la location est réparti ensuite entre les différents propriétaires, proportionnellement à la contenance cadastrale des terrains.

C'est le système dit de « communalisation obligatoire. »

Il laissait subsister cependant les dispositions de la loi française du 3 mai 1844, relative à la police proprement dite de la chasse, et ce n'est que le 7 mai 1883 (2), que l'Alsace-Lorraine obtint une loi de police spéciale, en harmonie avec la loi de 1881 qui ne concernait que l'exercice du droit de chasse. (3)

Le droit de suite s'y trouvait profondément atteint.

L'article premier § 2 de la loi du 7 mai 1883 décidait en effet :

« Pour poursuivre du gibier blessé jusque sur le district de chasse d'autrui ou pour enlever du gibier tombé sur le district de chasse d'autrui, il faudra la permission de celui à qui le droit de chasse appartient. »

Ainsi disparaissait la tolérance de l'article 11 § 5 de la loi de 1844.

On se souvient qu'en France, le chasseur peut pénétrer sur le fonds voisin pour prendre le gibier qu'il a blessé mortellement sur le sien : la loi de 1883 déclarait formellement le contraire.

(2) La loi du 7 mai 1883 a été modifiée le 2 juillet 1890, et le 28 mai 1912.

(3) Voir le texte de la loi de 1881 et celui de la loi de 1883 dans le « recueil des lois sur la chasse en Europe » par Demay, Paris 1894 in-8, p. 192 à 200.

Afin de couper court à toutes difficultés entre voisins, la loi défend de poursuivre le gibier blessé ou de s'emparer d'une pièce tombée sur un domaine de chasse appartenant à une commune limitrophe, sans autorisation : le gibier appartient à l'ayant droit de la chasse, sur le terrain duquel il est trouvé mort ou blessé, et personne n'en peut devenir propriétaire sur le fonds d'autrui.

Le chasseur ne peut donc, sous aucun prétexte, fouler un héritage dont la chasse est réservée, si ce n'est pour rompre ou pour reprendre ses chiens.

En agissant autrement, il s'exposerait aux peines des articles 292 et 368-10° du code pénal allemand.

En 1918, alors que chacun voyait avec une émotion bien légitime le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère Patrie, une question se posait au monde des chasseurs : la loi française du 3 mai 1844 allait-elle entrer en vigueur dans la province reconquise ?

Une commission, chargée d'étudier le régime futur de la chasse, après avoir pris l'avis des communes et des comices agricoles, ainsi que des 3 conseils généraux des départements recouvrés, a proposé au comité consultatif d'Alsace-Lorraine réuni le 5 octobre 1922, de conserver la loi locale : sur 1700 communes consultées, 1626 ont répondu, parmi lesquelles 1305 se sont prononcées pour le maintien de la loi actuelle. (4)

L'Alsace-Lorraine reste donc, quant au droit de suite, régie par l'article premier § 2 de la loi du 7 mai 1883, qu'ont laissé intacte les lois d'introduction du 1^{er} juin 1924 (Colmar, 28 octobre 1925, *Caz. Palais*, 1926-1-173.)

(4) St Hubert-Club illustré, décembre 1922, p. 252

CHAPITRE III

Législations étrangères

Les législations étrangères donnent des renseignements très intéressants pour le droit de chasse et le droit de suite.

Certaines sont des plus récentes ; aussi, nous manquons parfois de documents sur l'interprétation qui en peut être donnée.

Etudions les cependant, dans la mesure où elles touchent à notre sujet.

BELGIQUE (1)

Avant la Révolution de 1789, en Belgique, comme en France, la continuation de la chasse sur le terrain d'autrui suivait des règles différentes, selon les localités.

(1) Demay. Recueil des lois sur la chasse en Europe p. 441 et suiv.

Comme en France aussi, on conseillait d'user du droit de suite avec prudence.

Une ordonnance de 1613 des archiducs Albert et Isabelle, s'exprimait notamment en ces termes :

art 34 : « De même, si quelqu'un avait lancé quelque bête sauvage, en lieu permis et non défendu, et en la pourchassant à chaude chasse, elle gagna quelque bois, garenne ou autre lieu, où ne serait permis au veneur de chasser, il mettra sa trompe au premier arbre qu'il trouvera en tel bois ou lieu, et ce fait, pourra librement poursuivre la proie, sinon il fourfera 60 royaux d'amende. »

A l'exemple de la France, la Belgique vota le 26 février 1846 une loi de police sur la chasse.

L'article 2 § 3 de cette loi transcrit presque textuellement l'article 11 § 5 de la loi française de 1844 :

« Pourra être considéré comme ne tombant pas sous l'application de cet article, le fait du passage des chiens (2) sur l'héritage d'autrui, lorsqu'ils seront à la poursuite d'un gibier lancé sur la propriété de leur maître, sauf l'action civile en cas de dommage. »

La loi de 1846 fut elle-même révisée et remplacée par celle du 28 février 1882 dont l'article 5, après avoir édicté une amende contre ceux qui auront sciemment laissé chasser ou vagabonder leurs chiens sur le terrain d'autrui, reproduit trait pour trait l'article 2 § 3 de la loi de 1846, relatif au passage des chiens.

(2) La loi belge a supprimé le mot « courants » de la loi française de 1844.

ALLEMAGNE (3)

Au lendemain de la Révolution française, le 5 février 1794, Frédéric Guillaume II faisait paraître un véritable code de la chasse dans l'« *Allgemeines Landrecht* .»

Il y était traité du droit de suite dans les termes suivants :

Art. 130 « Là où la poursuite de chasse est en usage, on peut poursuivre, même sur les terres d'autrui, la bête blessée ou lancée, tant que la meute n'a pas perdu la piste.

Art. 131 : « Celui qui veut exercer la poursuite de chasse doit prouver que la bête a été effectivement blessée ou lancée dans l'étendue de son domaine.

Art. 132 : « Celui qui exerce la poursuite de chasse doit déposer son arme sur son terrain.

Art. 134 : « Si la bête, qu'il poursuivait sur le territoire d'un autre, se trouve déjà cernée par celui-ci, le poursuivant doit aussitôt s'en retourner avec sa meute en laisse.

Art. 135 : « Il doit faire de même, dès que les chiens ont perdu la trace de l'animal qu'il poursuit. »

Grand Duché de BADE

Loi du 29 avril 1886.

Art 16 : « Le droit de suite sur le gibier n'est pas admis.

(3) Demay : Recueil des lois sur la chasse en Europe p. 117 et suiv.

Le gibier blessé sur un canton de chasse, appartient à la personne sur le canton de chasse de laquelle, il tombe mort ou blessé. »

HESSE et SCHLESWIG-HOLSTEIN

Loi du 7 septembre 1865.

§ 29 : « Est supprimé le droit de poursuivre les animaux de chasse blessés, sur un district appartenant à autrui.

Les animaux de chasse, blessés sur le terrain de chasse d'autrui appartiennent au propriétaire de chasse du terrain où ils tombent et où ils ont été trouvés abattus. »

SAXE

Loi du 1^{er} décembre 1864

modifiée par la loi du 9 mars 1908 (4)

§ 1 « Le propriétaire de chasse a droit au gibier tombé sur son fonds. »

§ 2 « La poursuite du gibier blessé sur le terrain d'autrui n'est pas permise. »

WURTEMBERG

Loi du 27 octobre 1885.

Art. 16 : « Le droit de suite sur le terrain d'autrui n'est pas permis ».

(4) Annuaire de législation étrangère. Année 1908, p. 202.

HAMBOURG

Loi du 4 septembre 1849.

§ 11 « Les animaux de chasse levés ou blessés ne peuvent être poursuivis sur le terrain d'autrui ; ils deviennent la propriété de celui sur le terrain duquel ils se trouvent. »

LUBECK

Loi du 2 juin 1856.

§ 21. Le droit de chasse ne comprend pas le droit de suite. Le gibier blessé dans un district de chasse ne doit pas en conséquence être poursuivi sur le terrain d'un autre district de chasse.

Le gibier appartient toujours à celui dans le district duquel il tombe mort ou est pris.

C'est le 15 juillet 1907 seulement qu'une loi générale sur la chasse vint se substituer aux différentes lois d'états (5).

Elle établit l'unité de législation pour toute la Prusse, à l'exception du Hanovre, des Pays de Hohenzollern et de l'Île de Hëlîgoland.

L'article 2 de cette loi consacre la suppression du droit de suite et contrairement à la jurisprudence française, décide que le chasseur qui blesse une pièce de gibier, ne peut aller la ramasser sur le terrain d'autrui.

(5) La loi organique du royaume de Prusse sur la chasse du 15 juillet 1907, a été traduite et annotée par Fernand Daguin (Librairie générale de droit et de Jurisprudence Paris 1910).

ANGLETERRE

Game Act de 1830 et Ground Game de 1880 (6)

Il est défendu de pénétrer sur le terrain d'autrui pour y chercher le gibier ou l'y poursuivre, sans l'autorisation du propriétaire : mais le droit de suite est admis en ce qui concerne la chasse à courre, quand elle a pour but la capture des bêtes sauvages, tels que renards, levés sur un terrain où le droit de chasse appartient au maître d'équipage.

Pour les animaux sauvages, le propriétaire du fonds ou du droit de chasse, possède sur eux un privilège qui l'emporte sur le droit du premier occupant.

Pour le gibier véritable, les deux acts l'attribuent au propriétaire du fonds.

AUTRICHE (7)

Loi du 8 décembre 1902.

Le droit de suite est interdit. Il est subordonné à l'autorisation préalable du propriétaire du canton voisin.

S'il n'a pas cette autorisation, le maître d'équipage doit rompre sa meute avant son passage sur le terrain d'autrui sous peine d'amende.

Peu importe que le gibier soit blessé ; sa poursuite en est défendue sur le terrain d'autrui. Le propriétaire du fonds a le droit de s'emparer des chiens entrés sur

(6) Demay, op. cit. p. 504 et suiv.

(7) Demay op. cit, p. 271 et suiv.

son terrain et peut réclamer une indemnité pour le préjudice causé, avant de les rendre.

Loi de Salzbourg, du 24 juin 1910 (8).

Art. 1 : Le droit de chasse consiste dans la faculté exclusive de protéger, de poursuivre, de capturer, de tuer et de s'approprier les animaux susceptibles d'être chassés, sur le terrain où l'on possède ce droit ».

Art. 60 : « Il est interdit de pénétrer, en armes, sur le terrain de chasse d'autrui sans l'autorisation de l'ayant droit à la chasse. »

BASSE-AUTRICHE

Ordonnance du 27 décembre 1852

modifiée par la loi du 22 novembre 1901.

Art 5 : « Une pièce de gibier atteinte ou blessée sur l'enclave à laquelle elle appartient et qui refuit dans une autre enclave, ne devra pas y être poursuivie ; bien plus, le détenteur de l'autre garenne où elle s'est réfugiée, est libre d'en disposer, de même que si c'était sa propriété. »

HONGRIE

Loi du 25 mars 1883 (9)

Art. 17 : « Le gibier blessé ne peut être poursuivi sur le terrain d'autrui. »

(8) Annuaire de législation étrangère année 1910, p. 162.

(9) Demay. op.^o cit. p. 427 et suiv.

ESPAGNE

Loi du 10 janvier 1899

modifiée par la loi du 16 mai 1902

et par le décret royal du 13 juin 1924 (10).

D'après la loi espagnole, la propriété du gibier s'acquiert par la poursuite suivie de l'appréhension.

Celui qui tire un gibier sur un terrain où il a le droit de chasse, en devient propriétaire s'il l'a tué, et il peut le ramasser sur le terrain d'autrui non clos, s'il y est tombé.

Art. 37. « Tout chasseur qui blesse une pièce de grand gibier (c'est-à-dire les bêtes fauves) conserve un droit sur elle, tant qu'il la poursuit seul ou avec ses chiens ».

PORTUGAL (11)

Loi du 31 mai 1884.

Art. 6. « Si un animal tombe mort sur l'étendue d'une propriété close de murs, de fossés ou de haies, le chasseur pourra exiger que le propriétaire du domaine, ou celui qui le représente, lui permette d'entrer pour prendre ce gibier, mais sans être accompagné.

§ 2. « Le fait du passage des chiens sur un domaine clos, indépendamment de la volonté du chasseur, et en raison seulement de la poursuite de l'animal qui a péné-

(10) Annuaire international de législation agricole année 1925, p. 422.

(11) Demay. op. cit. p. 607 et suiv.

tré sur le dit domaine, n'entraîne que la simple réparation du dommage causé par ces animaux ».

Le code civil portugais, promulgué le 1^{er} juillet 1867, avait déjà déclaré :

Art. 388. « Le chasseur devient propriétaire de l'animal par le fait de la prise ; mais il acquiert un droit sur l'animal blessé, tant qu'il est à sa poursuite, sauf ce qui est dit dans l'article suivant ».

Art. 389. « Si l'animal blessé se retire dans un domaine entouré de haies, de murs ou fermé par des clayonnages, le chasseur ne peut le suivre dans ce domaine sans l'autorisation du propriétaire.

« Mais si l'animal y tombe mort, le chasseur peut exiger, le maître du domaine ou celui qui le représente étant présent, qu'on le laisse entrer, ou qu'on lui permette de faire une perquisition, mais sans que personne ne l'accompagne ».

Art. 390. § 1. « Dans tous les cas, le chasseur est responsable du dommage qu'il aura causé ; l'indemnité sera portée au double, si le fait a lieu en l'absence du propriétaire ou de celui qui le représente ».

Art. 390. § 2. « Le fait de l'entrée des chiens de chasse dans un domaine fermé, indépendamment de la volonté du chasseur, à la suite d'un animal qui aura déjà pénétré sur ce domaine, produit une obligation pour la réparation des dommages causés par ces chiens ».

ITALIE

*Loi du 24 juin 1923, modifiée par décrets royaux
des 20 mars et 4 mai 1924 (12).*

Art. 14 § 1. « Les chiens de toute race et de toute

(12) Annuaire international de législation agricole année 1924, p. 438.

espèce, trouvés dans les zones de protection ou dans les réserves de chasse, seront capturés, et si la capture est impossible, ils pourront être tués.

Art. 14. § 3. « Les chiens de toute race et espèce, errant dans les campagnes, pendant la période où la chasse sera ouverte, s'ils ne sont pas accompagnés de chasseurs, devront être capturés par les agents de surveillance, ou par les agents de la force publique ».

Art. 14. § 5. « Les chiens capturés devront être remis à la société de chasseurs, légalement constituée, la plus proche du lieu de capture, qui en prendra soin.

Leur propriétaire pourra les reprendre dans le délai de 8 jours, en payant une amende de 100 livres, et en remboursant les frais de nourriture et de garde ».

« L'amende reviendra aux agents qui ont effectué la capture, ou à la société, si elle a été faite par des chasseurs. Passé ce délai de 8 jours, la société pourra disposer librement des chiens que leur propriétaire n'aura pas repris ».

Art. 19 § 3. « L'usage des chiens courants est autorisé du premier septembre au trente-un décembre ».

Art. 21. « La chasse du gibier à poil et à plume ne peut se faire à une distance inférieure à 50 mètres du périmètre de la zone de protection ou de la réserve.

« Il est toujours interdit de chasser le gibier à poil et à plumes le long des routes, des voies ferrées, des torrents et des grèves, même d'un usage public, qui traversent des réserves ou des zones protégées, ou qui se trouvent à moins de 50 mètres du pourtour de celles-ci ».

PAYS-BAS

Loi du 2 Juillet 1923 portant des dispositions concernant la chasse (13).

Titre III. Art. 16 : Tous les moyens de chasse sont permis, à l'exclusion de :

..... les chiens courants ».

Art. 22. « Ceux qui sont autorisés à se trouver dans un champ avec un fusil et qui se rendent sur des terrains où ils ne sont pas autorisés à chasser, seront obligés de décharger leur fusil ».

Art. 24. « Ceux qui sont autorisés à se trouver dans un champ, munis de chiens, et qui traversent des terrains sur lesquels ils ne sont pas autorisés à traquer, à s'emparer ou à tuer du gibier ou des animaux nuisibles, seront obligés de tenir leurs chiens en laisse ».

Art. 25. « Celui dont les chiens recherchent ou poursuivent du gibier ou des animaux nuisibles sur des terrains où il n'est pas autorisé à traquer, à s'emparer ou à tuer du gibier ou des animaux nuisibles, sera tenu de rappeler ou de ramener ses chiens ».

ROUMANIE

Loi du 25 octobre 1921 modifiée par la loi du 5 avril 1923, concernant la protection du gibier et la réglementation de la chasse (14).

Chap. I, art. 6. « Personne n'a le droit de chasser :

(13) Annuaire international de législation agricole année 1924, p. 450.

(14) « Annuaire international de législation agricole » année 1921, p. 583.

sur la propriété d'autrui, sans le consentement écrit du propriétaire ou de son représentant ».

Chap. VIII. Poursuite du gibier et dispositions relatives aux chiens :

Art .32. « Le gibier blessé ne peut pas être poursuivi sur un terrain appartenant à autrui, sans que l'on soit au préalable mis d'accord avec le propriétaire ou le locataire de la chasse.

« Ne sera pas considéré comme tombant sous le coup de cet article, *le fait du passage des chiens* sur la propriété d'autrui, lorsqu'ils seront sur la piste d'un gibier levé sur une propriété où les dites personnes avaient le droit de chasse ».

Art. 33. « A l'exception de ceux qui sont autorisés à chasser, personne ne peut amener des chiens sur le territoire de chasse.

Il est fait exception à cette règle pour les chiens de garde des troupeaux, de bestiaux.

On pourra tuer les chiens, les chats et les lévriers n'ayant pas de maître et qui se trouveraient sur le territoire de chasse.

Il est fait exception à cette règle pour les chiens d'arrêt et pour les limiers de chasse.

« Le propriétaire ou le locataire de la chasse sont autorisés à s'emparer du chien d'arrêt et du limier, non accompagnés de leur maître, et ils peuvent les garder chez eux, aux frais du dit maître ; ils doivent cependant aviser le maître du chien, qui peut reprendre immédiatement son chien, moyennant la restitution des frais d'entretien et des dédommagements qui seront établis par le tribunal du département.

« Si dans un délai de 14 jours, à dater de l'avis susdit, le propriétaire du chien ne se présente pas, le propriétaire ou le locataire de la chasse peut disposer du chien pris et inconnu ; l'avis se fait par les municipalités voisines de la façon habituelle et aux frais du propriétaire, et dans ce cas, les 14 jours commencent à courir, à partir de la date de publication ».

DANEMARK (15)

Loi du 30 juin 1922.

§ 10. « Le détenteur du droit de chasse est tenu d'indemniser les dégâts qu'il a causés (personnellement ou par son intermédiaire), dans les terrains qu'il ne possède, ni en libre propriété, ni en fermage.... »

§ 11. « Le détenteur peut chasser *tout* chien trouvé errant sur son territoire par les moyens qu'il jugera opportuns à cet effet, après avoir essayé en vain de le capturer. Dans le cas où le chien est blessé ou tué, son maître ne pourra pour cela exiger aucune indemnité.

« Le détenteur du droit de chasse qui n'est pas en même temps propriétaire ou fermier, ne peut se prévaloir de cette disposition qu'avec l'autorisation du propriétaire ou du fermier, qui toutefois, en tout temps, peut la lui accorder, ou la lui retirer...

« Le détenteur du droit de chasse peut pourtant, hors de l'enclos de la ferme, tuer les chiens lévriers sans maître, sans l'autorisation du propriétaire ou du fermier....

(15) Annuaire international de législation agricole, année 1923, p. 345.

« Le gibier qui a été blessé par quelqu'un sur son propre territoire, ne lui revient pas s'il est tombé sur le terrain d'autrui, et le chasseur est tenu de prévenir immédiatement le propriétaire compétent que sur son terrain il se trouve une pièce de gibier tuée.

« Toutefois, il est autorisé à s'emparer du gibier, dans le cas où celui-ci est tombé sur la route publique attenante.

§ 13

« Le détenteur du droit de chasse est autorisé personnellement ou par intermédiaire, à arrêter tout individu surpris à chasser sans autorisation sur son terrain. Il peut s'emparer de son fusil, de son chien et autres accessoires de chasse, ainsi que du gibier capturé ou tué..... »¹

SUÈDE

Loi du 21 octobre 1864.

Loi du 8 novembre 1912 (16).

§ 7 de la loi du 21 octobre 1864 : « Si un animal de chasse tombe sur le terrain d'autrui, celui qui exerce le droit de chasse légalement, a le droit de le ramasser et de le garder ».

« Celui qui lève un ours, un loup, un lynx, un glouton, soit sur son propre terrain, soit sur les terres où il a l'autorisation de chasser, a le droit de poursuite sur le terrain d'autrui ».

§ 8. « Le droit de suite appartient à celui qui a cerné un ours dans sa retraite sur n'importe quel terrain, et il est défendu de l'inquiéter ».

(16) Annuaire de législation étrangère., année 1912, p. 376.

La loi du 8 novembre 1912 ne contient aucune disposition relative au droit de suite.

NORVÈGE

Loi du 20 mai 1899.

Celui qui a poursuivi sur un terrain où il a le droit de chasse, un élan, un cerf, un renne sauvage ou un lièvre, a le droit de continuer la poursuite avec ou sans ses chiens, et de s'emparer de l'animal même sur le terrain d'autrui.

NOUVELLE-ZELANDE (17)

Loi du 11 février 1922

concernant la protection des animaux et le gibier.

5^{ème} Partie. Art. 38 :

« Est passible d'une amende de 5 livres sterling celui qui, dans la recherche ou la poursuite du gibier importé, ou indigène, entre ou reste dans un terrain privé ; et toute personne qui y est rencontrée ayant avec soi un chien ou un filet, fusil ou autre instrument, tant qu'elle ne prouvera pas le contraire, sera censée être à la poursuite du gibier ».

De ce rapide exposé des législations étrangères, que résulte-t-il ?

Comme dans la loi française, est consacré le principe

(17) Annuaire international de législation agricole, année 1923, p. 358.

du droit de chasse, attribut du droit de propriété (18). Le droit de suite n'est jamais reconnu.

Tout au plus, existe-t-il parfois la tolérance du passage des chiens, ou celle qui permet au chasseur de ramasser sur le terrain d'autrui le gibier qu'il a mortellement blessé sur son propre terrain.

Quant aux lois de date récente, elles apportent un soin tout particulier à fixer de façon très exacte le droit de chacun en cette matière.

Le fait que les législations modernes aient abordé en détail la question du droit de suite, montre bien l'intérêt qu'elle a pris de nos jours dans les pays étrangers.

(18) Toutefois, les lois germaniques, tout en reconnaissant le droit de chasse comme une dépendance de la propriété, n'en laisse cependant l'exercice qu'à celui dont les biens représentent une superficie d'une certaine étendue : Ex: Prusse: 75 hectares, Bavière: 240 journaux, Saxe: 300 arpents.

CONCLUSION

Sommes-nous parvenus, comme nous nous l'étions proposé, à esquisser de façon assez claire, l'histoire juridique du droit de suite ; à enlever certaines illusions qui persistent dans l'esprit de la plupart des chasseurs ? Nous osons l'espérer.

Nous avons successivement évolué dans les domaines les plus divers, et pu comprendre, grâce à la lumière des solutions jurisprudentielles, le sens précis de ce qu'il faut entendre aujourd'hui par droit de suite, ou plus exactement, passage des chiens courants sur le terrain d'autrui.

Les contestations qu'il soulève sont nombreuses, et peuvent constituer, soit des actions correctionnelles, soit des actions civiles.

Le pouvoir discrétionnaire donné par le législateur aux tribunaux, leur a permis d'accomplir une œuvre féconde, qui, sans rompre avec les principes du droit de propriété, reste bien au contraire en harmonie avec la conception de ce droit.

Ce pouvoir va appartenir désormais aux juges de Paix, qui, aux termes du décret du 5 novembre 1926, connaîtront de l'article 11 de la loi du 3 mai 1844.

Le Gouvernement a cru devoir étendre ainsi leur compétence pénale, dans un but d'économie et de simplifi-

cation : économie de temps pour le prévenu et les témoins ; économie encore sur le montant des frais, dont profiteront non seulement les parties, mais aussi l'Etat, en cas d'insolvabilité des condamnés.

Nous croyons fâcheuse cette extension : si les juges cantonaux ne prononçaient que des condamnations insuffisantes, la répression des délits de chasse serait moins efficace ; les intérêts de l'état, comme ceux des chasseurs, compromis.

Ils trouveront heureusement dans les jugements et arrêts nombreux rendus sur la question du droit de suite, un guide précieux qu'ils ne manqueront pas de suivre.

Certes, il peut paraître étrange que les recueils de jurisprudence n'offrent à notre sujet que des décisions assez lointaines : il a évidemment beaucoup perdu de son importance.

Cela tient, à notre avis, aux raisons suivantes :

Nous nous éloignons de plus en plus de la période où la question du droit de suite, longuement débattue en présence de textes vagues, présentait aux yeux des juristes et des auteurs cynégétiques, un si captivant attrait.

Les incertitudes d'alors n'ont plus lieu d'exister avec notre loi de 1844 : Doctrine et jurisprudence sont d'accord pour le reconnaître, et la constance des opinions doctrinales et jurisprudentielles ne permettent pas de faire revivre une querelle qui a fait époque.

Aussi, les procès engagés à l'occasion du droit de suite deviennent-ils plus rares : les convenances et les usages, sans lesquels les rapports de voisinage seraient intolérables, ne sont pas de nature à les entretenir.

Faut-il ajouter que de nos jours, les frais d'un procès de chasse sont particulièrement élevés, et qu'à chaque instant, des transactions interviennent, pour éviter, soit l'action pénale, soit l'action civile ?

Cet argument d'ordre financier n'est pas dépourvu de toute valeur.

Un autre régime que celui sous lequel vit le droit de suite est-il à souhaiter ? Devons-nous envier celui des législations étrangères d'origine germanique ? Nous ne le croyons pas.

Et si, sous forme de conclusion, il nous était permis de formuler un vœu, ce serait de demander le maintien du droit de suite, tel qu'il existe, et, tel que l'ont compris les rédacteurs de la loi du 3 mai 1844 : notre loi actuelle donne à la chasse aux chiens courants des garanties largement suffisantes.

Vu :

Lyon, le 18 Juin 1927.

Le Président de la Thèse,

GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 18 Juin 1927.

Le Doyen,

L. JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 18 Juin 1927.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

J. GHEUSI.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil, 5^e édition, T. II.
- BLANDIN (René-Frédéric). — Des droits et des devoirs du propriétaire foncier, relativement à la chasse. *Thèse Tours*, 1897, in-8.
- BAUDOUIN, JAFFEUX et RADOT. — Dictionnaire de la jurisprudence générale dans la chasse, in-8, 1910.
- BLIN. — Les droits du chasseur. Commentaire de la loi de 1844 (1894).
- BOUHIER (Président). — Observations sur la coutume de Bourgogne.
- BOUIS (Paul). — Essai sur les délits de chasse. *Thèse Châteauroux*, 1901, in-8.
- BOULEN (Charles). — Le droit de chasse et la propriété du gibier, en France, depuis l'origine de la Monarchie jusqu'à nos jours, Paris 1887, in-8.
- BELAN. — De la propriété du gibier tué, blessé ou poursuivi. *Thèse Paris*, 1904.
- BOUIS. — Des délits de chasse. *Thèse Paris* 1901.
- BIDOUET. — La chasse et ses responsabilités civiles. *Thèse Paris*, 1906, in-8.
- BOURJON. — Droit commun de la France livre II. Des Fiefs, édit. 1770.

- BOUTHORS. — Les sources du droit rural.
- BUFFON. — Histoire Naturelle, annotée par M. Flourens
Paris, Garnier Frères, éditeurs.
- CARRET. — Le droit de chasse, attribut du droit de propriété. *Thèse Dijon*, 1911, in-8.
- CHATIN. — La chasse à courre.
- CHASSE MODERNE (La). — Encyclopédie du chasseur,
Paris Larousse, in-8.
- CIVAL. — Loi sur la police de la chasse, annotée et suivie des lois et arrêts sur la louveterie, Paris 1852, in-8.
- CIRIER (Julien). — Du délit de chasse sur le terrain d'autrui. *Thèse Lille*, 1887, in-8.
- COLIN et CAPITANT. — Cours de droit civil français.
- COLIN et RIBADEAU-DUMAS. — Manuel juridique et pratique de la chasse, 3^e édition, Godde, Paris 1925, in-16.
- DAGUIN (Fernand). — Loi organique du royaume de Prusse sur la chasse. (Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1910).
- DALLOZ. — Jurisprudence générale et répertoire pratique. V^o Chasse.
- DELAUNAY. — Code des Chasses, 1^{re} édit. (1734).
- DELECRAZ. — Où en est la chasse en France. Paris « Eleveur », 1925.
- DEMAY (Ernest). — Recueil des lois sur la chasse en Europe et dans les principaux pays d'Amérique, d'Afrique et d'Asie. Paris, 1894, in-8.
- DEGROOTE. — Théorie de l'occupation et du droit de chasse. *Thèse Douai*, 1880.

DUMOLIÉ. — Les délits de chasse. *Thèse Bordeaux*, 1911.

DUNOYER DE NOIRMONT. — Histoire de la chasse en France. Paris, 1867-1868, gr. in-8.

ESPINASSOUX (Chapel d'). — Du droit de chasse. *Thèse Montpellier*, 1876, in-8.

FAIDER. — Histoire du droit de chasse et législation sur la chasse (Belgique, France, Angleterre, Allemagne, Italie, Hollande). Bruxelles, 1877.

GARRAUD (R.). — Précis de droit criminel. 14^e édition revue et corrigée. Avec la collaboration de Pierre Garraud. Sirey, 1926.

GÉRARD (Paul). — L'exercice du droit de chasse au point de vue civil. *Thèse Paris*, 1900, in-8.

GILLON et VILLEPIN. — Nouveau Code des Chasses. Paris 1851, in-18.

GIRAudeau-LELIÈVRE et SOUDÉE. — La chasse suivie de la louveterie. Paris, 1882, in-18.

GHISLAIN (Ferdinand). — Le chasseur Prud'homme. Namur, 1856, in-8.

HÉRAUT (Marc). — « De l'évolution historique du droit de chasse ». (Discours d'ouverture de la Conférence du stage prononcé le 15 décembre 1913). Lyon, 1913.

HUBERT (Victor). — Du droit de chasse ; des droits et obligations du chasseur. *Thèse Paris*, 1893, in-8.

LAVALLÉE et BERTRAND. — Vade-Mecum du chasseur ; Loi sur la Police de la Chasse. Paris, 1844, in-8.

LAVALLÉE (Joseph). — La chasse à courre en France, Paris, 1859, in-12. (Hachette, éditeur).

LEBLOND. — Code de la chasse et de la louveterie. Paris, 1906, in-12.

LE VERRIER DE LA CONTERIE. — L'Ecole de la chasse aux chiens courants ou Vènerie Normande. Edit. 1778.

MORÉ. — De l'occupation et du droit de chasse. *Thèse Paris*, 1879.

NEYREMAND (de). — Questions sur la chasse. Paris, 1871, in-18.

PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit civil. Paris, 1925.

POTHIER. — Traité du domaine de propriété.

PRUD'HON. — Traité du domaine de la propriété.

PUTON. — La louveterie et la destruction des animaux nuisibles. *Paris*, 1872, in-8.

ROGRON. — Code de la chasse. Paris, 1847, in-18.

SOREL. — Chasse à tir et à courre. Du droit de suite et de la propriété du gibier tué, blessé ou poursuivi. Paris, 1862, in-8. (Librairie Centrale d'agriculture et de jardinage. Auguste Goin. éditeur).

TOULLIER. — Droit civil.

VERZIER (Jean-Joseph). — La Chasse ; son organisation technique, juridique, économique et sociale. Les Associations communales de chasse. *Thèse Lyon*, 1926, in-8, Dalloz.

VILLEQUEZ. — Du droit du chasseur sur le gibier. Paris, 1884, in-18, 2^e édit. (Larose et Forcel, éditeur).

— Du droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles et de la louveterie. Paris, 1884, in-18, 2^e édit. (Larose et Forcel, éditeur).

REVUES JURIDIQUES

Annuaire de législation étrangère : années 1904 à 1920.

Annuaire international de législation agricole : années
1921-1925.

REVUES CYNÉGÉTIQUES

Lois et Sports : année 1905.

St-Hubert Club Illustré : années 1923-1927.

La Chasse Régionale : année 1927.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE :

DU DROIT DE SUITE AVANT LA LOI DU 3 MAI 1844	13
CHAPITRE I : OÙ L'ON RENCONTRE LES PREMIÈRES	
TRACES DU DROIT DE SUITE	15
CHAPITRE II : ANCIEN DROIT	
<i>I. Jurisconsultes</i>	24
<i>II. Auteurs cynégétiques</i>	27
<i>III. Jurisprudence</i>	29
<i>IV. Coutumes</i>	31
CHAPITRE III : LE DROIT DE SUITE DE LA RÉVOLU-	
TION A LA LOI DU 3 MAI 1844. LOI DU 30 AVRIL	
1790	39

DEUXIÈME PARTIE :

LE DROIT DE SUITE D'APRÈS LA LOI DU 3 MAI 1844	45
CHAPITRE I : LA RESPONSABILITÉ PÉNALE	
<i>Section I : Le droit de suite existe-t-il de nos</i>	
<i>jours ? Loi du 3 mai 1844 (article 11 § 5) ..</i>	47

I. Le Projet gouvernemental de 1843	48
II. L'amendement Peltureau-Villeneuve ..	50
III. Le sous-amendement Morny	51
IV. Doctrine	52
V. Jurisprudence	53
<i>Section II : Survivance du droit de suite</i>	<i>57</i>
A) Le fait du passage des chiens sur le terrain d'autrui constitue-t-il toujours un délit	57
B) Etendue d'application de l'article 11 § 5 de la loi du 3 mai 1844	61
<i>Section III : Du bénéfice de l'excuse de l'article 11 § 5 de la loi du 3 mai 1844</i>	<i>63</i>
1 ^{re} condition : Le lancer doit avoir lieu sur un terrain où le maître des chiens a le droit de chasse	63
2 ^e condition : La meute ne doit se composer que de chiens courants	67
3 ^e condition : La loi n'excuse que le simple passage	72
4 ^e condition : Abstention de tout acte positif	73
5 ^e condition : Abstention d'attitude passive	76
<i>Section IV : Du passage du chasseur sur le terrain d'autrui</i>	<i>83</i>
<i>Section V : De l'attitude du chasseur qui a blessé une pièce de gibier</i>	<i>90</i>

<i>Section VI : A qui incombe la charge de la preuve ?</i>	95
CHAPITRE II : LA RESPONSABILITÉ CIVILE	97
<i>Section I : Responsabilité du fait du personnel du maître d'équipage</i>	99
<i>Section II : Responsabilité du fait des animaux employés à la chasse</i>	101
<i>Section III : Responsabilité du fait du gibier poursuivi</i>	105
CHAPITRE III : DANGERS AUXQUELS S'EXPOSE LE CHASSEUR EN USANT DE LA TOLÉRANCE DE L'ARTICLE 11 § 5	109
<i>I. Le propriétaire peut-il interdire au chasseur, aux chiens de fouler le sol de sa propriété ?</i>	109
<i>II. Peut-il s'approprier le gibier poursuivi ?</i> ..	110
<i>III. Peut-il garder les chiens ?</i>	112
<i>IV. Peut-il tuer les chiens ?</i>	113
<i>V. Peut-il semer des boulettes empoisonnées dans le but d'empêcher les chiens d'entrer ?</i>	116
TROISIÈME PARTIE :	
AUTRES ASPECTS DU DROIT DE SUITE	119
CHAPITRE I : QUE DEVIENDRAIT LA QUESTION DU DROIT DE SUITE AVEC LA THÉORIE DU GIBIER « RES PROPRIA » ? —	121

CHAPITRE II : LE DROIT DE SUITE EN ALSACE-LOR-	
RAINE	125
CHAPITRE III : LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES	129
CONCLUSION	145
BIBLIOGRAPHIE	149

IMPRIMERIE G. PATISSIER. TRÉVOUX.
